

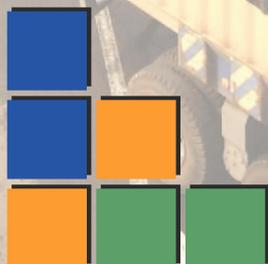
antiane

La revue économique des Antilles-Guyane



Bilan économique 2012 en Guadeloupe

*L'économie
guadeloupéenne
au ralenti*



Bilan économique 2012 en Guadeloupe

Synthèse régionale

- 2** *L'économie guadeloupéenne au ralenti en 2012*

Actualités

- 3** *2012 en quelques dates*

Contexte national et international

- 4** *Ralentissement de l'activité*

Commerce extérieur

- 6** *Tassement des échanges commerciaux en Guadeloupe*

Épargne-crédit

- 8** *L'activité bancaire résiste en 2012*

Prix de détail

- 10** *Une augmentation des prix identique au niveau national*

Création d'entreprises

- 12** *Chute des créations d'entreprises*

Agriculture

- 14** *Un début de récolte cannière précoce, mais des résultats décevants*

Logement

- 16** *La construction de logements neufs au creux de la vague*

Transport de marchandises

- 18** *Le transbordement dope le trafic portuaire*

Transport de passagers

- 20** *2012, des résultats en demi-teinte dans le transport aérien*

Automobile

- 22** *Baisse du marché de l'automobile*

Tourisme

- 23** *L'activité hôtelière marque le pas en 2012*

Emploi-Chômage

- 25** *Davantage de demandeurs d'emploi en 2012*
27 *Baisse de l'emploi salarié*

Solidarité

- 29** *Le nombre de bénéficiaires du RSA progresse légèrement*

Démographie

- 31** *Tres faible croissance démographique*

Édito

J'ai le plaisir de vous présenter le Bilan économique 2012 de la Guadeloupe. Ce bilan se veut un regard synthétique et cohérent, mais non exhaustif, sur les évolutions qui ont marqué l'année, sur le plan économique et social, en Guadeloupe. Il est complémentaire avec d'autres publications de l'INSEE Antilles-Guyane, qui proposent des analyses structurelles et des évolutions de long terme. Il s'appuie sur les données disponibles au moment de son élaboration et constitue le résultat de la collaboration fructueuse entre le service statistique public et d'autres organismes qui concourent, chacun dans son domaine, à l'observation de la situation économique.

Je tiens ici à remercier les représentants des organismes contributeurs, ainsi que tous les auteurs de ce Bilan économique 2012 :

- Nathalie Béhary de la Caisse d'allocations familiales de Guadeloupe ;
- Mathias Bini de la Chambre de commerce et d'industrie des îles de la Guadeloupe ;
- Alexandre Ducros de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- Charly Darmalingon et Roman Janik de la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- Sonia Daninthe et Lorry Hajjar de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer ;
- Olivier Pierrot du Port autonome de la Guadeloupe ;
- Christophe Rafraf de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Ali Benhaddouche, Fabien Breuil, Martine Camus, Cynthia Duchel, Barbara Gragnic, Christiane Millet, Philippe Mouty, Guy Mystille, Joëlle Nacitas, Évelyne Ragot et Nicolas Sylvestre de l'INSEE.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture et vous invite à consulter les publications similaires pour la Guyane et de la Martinique respectivement sur :
www.insee.fr/guyane et www.insee.fr/martinique.

Jean-Éric PLACE

L'économie guadeloupéenne au ralenti en 2012

La dégradation de l'environnement économique se poursuit en 2012. Échanges commerciaux, trafic de marchandises, logement, emplois salariés, nombre de créations d'entreprise : la plupart des indicateurs sont à la baisse. L'inflation ralentit.

En 2012, l'activité mondiale ralentit et la croissance économique française a été nulle, après avoir crû de 2,0 % en 2011. Dans la Caraïbe, la situation est contrastée, les pays à forte vocation touristique sont touchés par le recul de la demande européenne.

Dans ce contexte de ralentissement économique, les échanges commerciaux de la Guadeloupe se tassent. Hors énergie, les importations baissent légèrement (-0,6 %). Ce léger recul est lié notamment à la frilo-

sité des entreprises à investir durant cette année. L'activité de crédit aux entreprises, qui progresse deux fois moins vite qu'en 2011 (+4 %), reflète bien la morosité ressentie dans la plupart des secteurs. C'est le cas des importations des biens d'équipement (-11,4% après +6,4 % en 2011). Le secteur de l'automobile n'est pas épargné : les importations baissent de 6 % et les ventes de véhicules neufs ont chuté de 6 % à la Guadeloupe, soit 15 400 véhicules mis en circulation. C'est le plus faible volume de transactions enregistré depuis 2000. Au port autonome de la Guadeloupe (PAG), le ralentissement de l'activité se fait aussi ressentir : hors transbordement, le trafic de marchandises est en baisse de 2,7 %. En revanche, le développement de l'activité croisière dynamise le trafic de transport maritime de passagers (+12 %).

Après l'effondrement de la construction en 2011 (-17 %), la Guadeloupe n'a pas connu de rebond en 2012 : les autorisations de permis de construire sont presque au même niveau que l'an dernier. Pourtant, la consommation de ciment reprend (+7 %), mais reste inférieure au niveau d'avant la crise de 2009. En conséquence, dans le BTP, l'emploi se contracte pour la deuxième année consécutive. Plus globalement, tous les secteurs d'activité sont touchés par le ralentissement de l'activité avec des effets sur le niveau de l'emploi (-1,8 %),

le chômage qui demeure élevé et sur les créations d'entreprises qui chutent de 10 %. Signe d'une précarité accrue, les dépenses liées à la précarité augmentent de 7 % par rapport à 2011. En particulier, les allocataires du Revenu de Solidarité Active progressent de 8 %. L'essoufflement de la demande globale conjugué à l'augmentation modérée des produits pétroliers ont conduit à contenir l'inflation.

Les mauvaises performances économiques de l'année 2012 se prolongent au premier trimestre 2013. La plupart des indicateurs se dégradent : la consommation des ménages reste faible comme en témoigne la baisse des importations de biens de consommation et le recul des immatriculations de véhicules neufs.

Concernant l'investissement, les importations de biens d'équipement professionnel se redressent mais les crédits à l'investissement des entreprises sont orientés à la baisse. La demande d'emploi progresse, en particulier dans un secteur du bâtiment pénalisé par la baisse du nombre de logements autorisés. Le tourisme n'échappe pas au marasme économique : la fréquentation touristique ralentit.

Ali BENCHADDOUCHE



2012 en quelques dates

Janvier

Depuis le 1er janvier 2012, Saint-Barthélemy anciennement rattaché à la Guadeloupe, cessera d'être une région ultra-périphérique (RUP) pour devenir un pays et territoire d'Outre-mer associé (P.T.O.M.). Saint-Martin (partie française) devrait garder son statut de RUP.

10 Janvier

Un arrêté préfectoral accorde aux planteurs une dérogation de six mois, les autorisant à pratiquer l'épandage aérien de fongicides sur les bananeraies.

17 Avril

Début des 20 jours de grève des ouvriers de l'usine de Gardel, en pleine récolte.

21 Avril

Les Guadeloupéens sont appelés à voter pour l'élection présidentielle. Au premier comme au second tour de la Présidentielle, la Guadeloupe a voté majoritairement puis massivement pour le candidat socialiste, François HOLLANDE.

Mai

Le prix du super sans plomb atteint le prix record de 1,65 € le litre.

13 Juillet

Nouvelle dérogation de six mois pour l'épandage aérien.

3 août

Josette BOREL-LINCERTIN devient présidente de la Région Guadeloupe avec 33 voix sur 38 votants.

Septembre

L'Université Régionale des Métiers et de l'Artisanat (l'URMA) a ouvert ses portes. Du CAP au BTS, elle propose des formations dans les domaines de l'alimentaire, de l'hygiène et des services à la personne.

Au conseil des ministres, le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel a présenté le projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer. Ce projet de loi s'attaque aux fondements structurels de la vie chère par un arsenal de dispositifs, dont un bouclier qualité/prix. Il donne aussi la possibilité aux collectivités territoriales de saisir l'Autorité de la concurrence pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles.

30 Octobre

La présidente de la Région Guadeloupe a signé avec le Premier ministre, la convention d'engagement entre l'Etat et la Région concernant les emplois d'avenir : 1 500 contrats pour des jeunes peu ou pas qualifiés sont prévus pour le territoire.

10 Décembre

Le tribunal administratif de Basse-Terre annule les dérogations accordées par le préfet. L'épandage aérien est, de fait, interdit en Guadeloupe.

Ralentissement de l'activité mondiale en 2012

En 2012, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme moindre qu'en 2011, en lien avec la poursuite des tensions autour de la soutenabilité des dettes souveraines des pays développés et les tensions au Moyen Orient.

En 2012, l'activité n'a progressé que de 3,2 %. Cette croissance modérée est à relier :

- à une moindre contribution de la consommation privée, en lien avec des incertitudes sur le marché du travail et à des questionnements sur la soutenabilité des dettes souveraines,

- à une consommation publique en forte décélération, dans le cadre des consolidations budgétaires,

- à une contribution des stocks quasi nulle après leur reconstitution l'année précédente, face à une prévision de demande stabilisée.

Aux États-Unis en 2012, la croissance a été légèrement plus dynamique qu'en 2011 (2,2 % après 1,8 %). Les conditions plus favorables sur les marchés financiers ont favorisé l'investissement des entreprises. La consommation des ménages a également soutenu l'activité grâce à une hausse du pouvoir d'achat avec l'amélioration du marché du travail et le retournement du marché immobilier contribuant à améliorer le bilan des ménages.

En Chine et en Inde, la croissance a fortement décéléré en 2012 (respectivement 7,8 % et 4,0 % après 9,3 % et 7,7 %). En Inde, les prix à la consommation, qui ont augmenté de plus de 9 % en un an, menacent toujours d'éroder les progrès enregistrés.

A contrario, en Chine la hausse des prix s'est stabilisée.

La crise épargne les pays émergents Croissance du PIB en 2011 et 2012, projections pour 2013 et 2014

En %			Projections			
	2011	2012	2013	2014		
Monde	4,0	3,2	3,3	4,0		
Economies avancées	1,6	1,2	1,2	2,2		
Etats Unis	1,8	2,2	1,9	3,0		
Zone Euro, dont :	1,4	-0,6	-0,3	1,1		
France	2,0	0,0	-0,1	0,9		
		Allemagne	3,1	0,9	0,6	1,5
Japon	-0,6	2,0	1,6	1,4		
Pays émergents ou en développement	6,4	5,1	5,3	5,7		
		Chine	9,3	7,8	8,0	8,2
		Inde	7,7	4,0	5,7	6,2
Amérique Latine - Caraïbes	4,6	3,0	3,4	3,9		
Brésil	2,7	0,9	3,0	4,0		
Venezuela	4,2	5,5	0,1	2,3		
Amerique Centrale ¹	4,7	4,8	4,4	4,1		
		Panama	10,8	10,7	9,0	7,2
Caraïbes ²	2,8	2,4	2,2	3,0		
		Haïti	5,6	2,8	6,5	6,3
		République Dominicaine	4,5	3,9	2,2	3,4
		Antigua et Barbuda	-3,0	1,6	1,7	3,2
		Dominique	1,9	0,4	1,3	1,5
		Sainte-Lucie	1,4	-0,4	1,1	2,2
		Barbade	0,6	0,0	0,5	1,0
		Trinidad et Tobago	-2,6	0,4	2,0	2,5
		Suriname	4,7	4,5	4,5	4,5

¹ Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

² Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname et Trinidad-et-Tobago.

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2013 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2005

Au Japon, l'activité du pays a accéléré (+ 2,0 % après - 0,6 %). La détentation très majoritaire de titres d'état japonais par leurs concitoyens rend acceptable le niveau de dette publique. Ainsi, comme les conditions de financement sont moins contraignantes qu'en Europe et aux États-Unis, l'économie a pu être soutenue par l'investissement, principalement dans l'objectif de la reconstruction.

Dans la zone Euro, coup d'arrêt pour la reprise

En 2012, l'activité dans la zone euro a reculé (- 0,6 %) sur fond de consolidation budgétaire et de poursuites des crises de dettes souveraines. La Banque Centrale Européenne a continué de mettre en œuvre des opérations dans l'objectif d'apaiser les tensions financières. Cependant cette détente n'a pas permis de desserrer les conditions de crédit nécessaires

au redémarrage de l'investissement. De plus, les mesures budgétaires pèsent toujours sur le revenu des ménages, déjà fortement affectés par la dégradation du marché du travail et la hausse des prix. Dans les pays les plus endettés, les agents anticipent toujours une hausse de la fiscalité, entraînant l'attentisme.

Les situations des différents membres restent hétérogènes, mais l'activité diminue dans la plupart des pays membres. L'Allemagne conserve une dynamique de croissance (+ 0,9 %), toutefois ralentie par rapport à l'année précédente (+ 3,1 % en 2011). La demande intérieure contribue négativement à l'activité en Espagne (- 1,4 %) et en Italie (- 2,4 %). Au Portugal et en Grèce, la situation reste toujours très préoccupante (baisse respective de - 3,2 % et - 6,4 % du produit intérieur brut).

En 2012, l'inflation est restée assez modérée en Europe et n'a que très légèrement ralenti (+ 2,5% après + 2,7%).

Les prix du pétrole restent élevés

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

Croissance nulle en France en 2012

En 2012, après avoir crû de 2,0 % en 2011, la croissance économique française a été nulle.

Cette stagnation de l'activité économique en France est à relier aux déstockages des entreprises (contribution de -0,9 point à la croissance), ainsi qu'à la diminution de leur investissement (baisse de 2,1 % pour les ENF (Entreprises Non Financières), contribution de -0,2 % à la croissance).

Dans cette conjoncture dégradée, la consommation des ménages n'a pas soutenu l'économie en 2012. En effet, leurs dépenses ont diminué (-0,4 %, contribution de -0,2 point de PIB), une première depuis 1993. Ce comportement, à relier au recul du pouvoir d'achat, est le résultat du ralentissement des revenus d'activité et du patrimoine, et de l'accélération des impôts courants.

Parmi les dépenses de biens manufacturés, celles en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012

(+4,2 % après +6,8 %, plus faible hausse depuis 1993). Les autres postes stagnent ou reculent, avec une baisse marquée des achats d'automobiles (-7,0 % après +0,6 %). Les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment le gaz et l'électricité pour le chauffage) rebondissent en 2012 (+5,2 %), après avoir chuté en 2011 du fait de températures (-9,1 %) plus clémentes.

Le commerce extérieur a soutenu la croissance en France en 2012 (contribution +1,0 point). Malgré la décélération du commerce mondial, les exportations ont moins progressé en 2012. En lien avec l'atonie de la demande intérieure dont le contenu en import est important, les importations ont diminué (-1,1 %), contribuant ainsi positivement à la croissance (+0,3 %).

L'inflation en France en 2012 est restée modérée (+2,0 %) et est essentiellement imputable à la hausse des prix des produits alimentaires frais. Elle est restée inférieure à celle des autres pays de la zone euro (2,5 % en moyenne), mais proche de celle relevée aux États-Unis (2,1 %) et en Allemagne

(2,0 %).

L'activité reste soutenue en Amérique Latine et dans les Caraïbes

En 2012, en Amérique Latine et dans la Caraïbe, l'activité progresse moins et l'inflation est restée très élevée (+6,0 %) diminuant d'autant les gains de pouvoir d'achat des ménages.

Au Brésil, l'activité progresse moins, touchée par la situation internationale et les coupes budgétaires, au détriment de l'investissement public. Cependant, la politique monétaire a permis de contenir l'inflation (+5,4 %) protégeant les gains de pouvoir d'achat.

Au Suriname, la croissance reste soutenue (+4,5 %) grâce à des exportations de pétrole et d'or représentant environ la moitié du PIB et près de 90 % des exportations. L'augmentation des prix à la consommation a été moindre que l'année précédente (+5,0 % après +18,0 %), permettant de conserver en partie les bénéfices de l'augmentation de la production nationale, cependant la pauvreté touche toujours la moitié de la population.

Dans les petites Antilles (îles de l'Organisation des états de la Caraïbe orientale) l'activité est restée très morose, soutenue uniquement par les dépenses publiques, alors que la dette publique poursuit sa dégradation.

En Haïti, la croissance a moins progressé en 2012, les personnes les plus vulnérables restent toujours confrontées à des conditions de vie très précaires.

Fabien BREUILH

Pour en savoir plus

Fonds Monétaire International

- World Economic Outlook (WEO), "Hopes, Realities, Risks", avril 2013, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/pdf/text.pdf>
- Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Rebuilding Strength and Flexibility", avril 2013, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2012/whd/eng/pdf/wreo0412.pdf>

Insee

- Note de conjoncture, «Éclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre», mars 2013, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/mars2013_ve.pdf
- Les comptes de la nation en 2012, «Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule», Insee Première n°1447, mai 2013, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1447



Tassement des échanges commerciaux en Guadeloupe

Les échanges commerciaux en Guadeloupe se tassent en 2012, dans un contexte de frilosité des entreprises, et de morosité des ménages, moins enclins à consommer. Hors produits pétroliers, les importations baissent légèrement (- 0,6 %) et les exportations progressent timidement (+ 1,9 %). La France métropolitaine reste le partenaire principal des différents échanges commerciaux. Cependant de nouvelles zones d'échange s'affirment.

Après une progression significative en 2010 et 2011, les importations montrent un léger fléchissement en 2012. Leur montant global est de 2,612 milliards d'euros, soit une baisse de 0,6 % par rapport à 2011.

Le recul des importations est lié notamment à la frilosité des entreprises à investir durant cette année et se traduit par une baisse notable des importations de biens d'équipement (- 11,4 % après + 6,4 % en 2011). Les achats de matériels de transport sont de nouveau en retrait en 2012, avec un recul plus marqué qu'en 2011. Toutefois, la baisse des importations des produits de l'industrie automobile marque un net ralentissement (- 5,7 % contre - 22,7 % en 2011).

Dans certains secteurs d'activité les importations sont en progres-

sion par rapport à 2011. C'est notamment le cas des denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac, dont le montant augmente de 2,5 %. Cette tendance est essentiellement due à la hausse des prix et non à l'augmentation du volume de produits importés. Les achats d'autres produits industriels enregistrent une poussée de 7,1 % en raison de l'augmentation conjointe des quantités importées et des prix des produits pharmaceutiques.

L'année 2012 se caractérise par une stabilité du montant des importations des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche par rapport à 2011.

Quant aux importations de produits pétroliers raffinés, leur montant est sensiblement inférieur à celui de 2011 et ce malgré une augmentation du prix du pétrole.

La majorité des échanges se font avec la France métropolitaine Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial de la Guadeloupe en 2012

En % et millions d'euros

	Importations		Exportations		Solde
	valeur	%	valeur	%	
France métropolitaine	1 457,8	55,7	125,6	56,5	-1 332,2
Union européenne hors France	292,9	11,2	31,3	14,1	-261,6
Etats-Unis	252,6	9,6	1,7	0,8	-250,9
Caraiïbe hors ACP	161,7	6,2	3,9	1,8	-157,8
Martinique	118,6	4,5	38,3	17,2	-80,3
Chine	104,0	4,0	0,2	0,0	-103,8
Caraiïbe ACP	59,7	2,3	2,1	1,0	-57,6
Guyane	7,6	0,3	9,0	4,0	1,4
Autres	161,4	6,2	10,2	4,6	-151,2
Total	2 616,3	100,0	222,2	100	-2 394,1

Source : Douanes, calculs Insee

Fléchissement des importations

L'année 2011 avait permis de retrouver le niveau des importations d'avant la crise de 2009, l'année 2012 ne consolide pas cette situation. En effet, l'attentisme des entreprises et la morosité des ménages freinent cette dynamique. De fait, le tassement de la demande intérieure impacte les échanges commerciaux.



La moitié des importations proviennent de la métropole

La France métropolitaine demeure le principal fournisseur de la région. Les achats concernent quasiment tous les secteurs d'activité. Près de neuf produits pharmaceutiques sur dix ainsi que la moitié des produits de l'industrie automobile proviennent de métropole.

En 2012, le montant des produits provenant de l'Union européenne (hors France métropolitaine) permet à cette dernière d'occuper le deuxième rang devant les États-Unis qui reste le principal fournisseur de produits pétroliers. La baisse des achats de produits pétroliers par la Guadeloupe explique cette place de 3^{ème} partenaire en 2012.

Les échanges avec la Chine sont moins importants comme en témoigne la baisse des importations des biens d'équipement. La Chine fournit essentiellement des produits informatiques, des équipements électriques et ménagers.

La part des produits provenant de la zone Caraïbes (hors DFA) reste comparable à celle de 2011. Toutefois, au sein de la zone, on peut noter une

hausse des achats avec la zone hors ACP au détriment de la zone ACP.

Tassement des exportations

Après une forte augmentation en 2011 (+ 21,4 %), le montant des exportations chute de 15 % en 2012. Ce recul est essentiellement dû à des mouvements atypiques sur les produits pétroliers. Hors produits pétroliers, les exportations enregistrent une légère progression (+ 1,9 %).

Les exportations guadeloupéennes se concentrent principalement sur les produits agricoles et les industries agroalimentaires. Malgré une baisse globale d'activité estimée par les professionnels du secteur primaire, les exportations enregistrent une hausse de 18,1 %. Le dynamisme retrouvé des exportations de bananes en 2011 se confirme cette année. La production commerciale est en hausse et la filière bénéficie d'une revalorisation du prix de vente sur le marché européen. L'embellie des exportations du melon guadeloupéen se poursuit en 2012 (+ 12 %).

Les exportations de denrées alimentaires progressent moins rapidement qu'en 2011. Cela est dû en partie à

une campagne sucrière très décevante. En effet, la production frôle le niveau historiquement bas de 2003. La pluviométrie importante est en partie responsable de cette baisse.

Le marché européen s'ouvre aux produits guadeloupéens.

Plus de la moitié des exportations se font en direction de la France métropolitaine. En effet, la métropole est le premier partenaire de la Guadeloupe. Le marché européen s'ouvre de plus en plus aux produits guadeloupéens. Un tiers des produits exportés ont pour principales destinations l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie.

La Guadeloupe importe un grand nombre de produits des États-Unis. Malheureusement, le marché américain reste peu réceptif aux produits de la région. La part des exports vers ce territoire reste, cette année encore, à un niveau faible. La baisse des exportations vers la Guyane se confirme encore cette année et de façon plus marquée qu'en 2011.

Christiane MILLET

Les échanges extérieurs guadeloupéens stagnent Évolution de la valeur des importations et des exportations par secteur d'activité en Guadeloupe en 2012

En % et millions d'euros

	Importations		Exportations	
	Valeur	évolution en 2012	Valeur	évolution en 2012
Agriculture, sylviculture et pêche	50,7	0,4	35,9	18,1
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	39,3	7,7	17,0	8,3
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	438,0	2,5	58,8	2,8
Produits pétroliers raffinés et coke	473,0	-1,6	11,7	-79,1
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	406,5	-11,4	19,1	-7,7
Matériels de transport	234,0	-12,9	25,5	29,4
dont industrie automobile	185,6	-5,7	6,4	8,5
Autres produits industriels	950,7	7,1	53,1	-13,7
dont pharmacie	159,3	6,7	1,2	-70,0
Autres	24,1	10	1,1	-15,4
Total	2 616,3	-0,6	222,2	-15,4

Source : Douanes, calculs Insee

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'outre mer. .



L'activité bancaire résiste en 2012

Dans une conjoncture toujours fragile, le financement de l'économie guadeloupéenne continue de progresser en 2012, à un rythme toutefois moins marqué qu'en 2011, et le risque de crédit s'inscrit en légère hausse. En revanche, la collecte des dépôts montre un réel dynamisme, avec cependant des évolutions contrastées selon les catégories de placement.

Croissance moins marquée des encours de crédit

En 2012, en dépit d'un contexte économique morose, le financement de l'économie continue de

progresser en Guadeloupe, mais à un rythme plus modéré. À 7,9 milliards d'euros, l'encours sain des crédits consentis croît de 3,7 % sur un an, après 7,1 % en 2011. Cette évolution, la plus faible observée depuis 2009, reste en deçà de la croissance annuelle moyenne des quatre dernières années (+ 5,6 %). Néanmoins, l'encours progresse plus fortement en Guadeloupe qu'en Martinique (+ 2,3 %) et qu'en France métropolitaine (+ 1,7 %).

Les entreprises demeurent les principales bénéficiaires du financement bancaire avec 47,3 % de l'encours sain, suivies par les ménages (38,2 %) et les collectivités locales (10,6 %).

Perte de vitesse des crédits aux entreprises

L'activité de crédit aux entreprises reflète la morosité ressentie dans la plupart des secteurs. À 3,8 milliards €, l'encours enregistre fin 2012 un tassement de son rythme de croissance (+ 3,8 % après + 8 % en 2011). Cette évolution reste toutefois supérieure à celles d'après crise (- 1,2 % en 2009 et + 1,4 % en 2010).

Si les crédits immobiliers des entreprises (54,7 % de l'encours total porté par les entreprises) conservent une croissance dynamique (+ 9,3 % après + 11,1 % un an plus tôt), la reprise des crédits d'investissement observée fin 2011 (+ 8 %) ne se confirme pas : l'encours diminue de 2,1 % sur un an. Le net retrait du marché automobile (- 13,5 %) sur l'année et la réduction de 13,2 % des importations de biens d'équipement témoignent du manque de souffle de l'économie en 2012. Ce climat est peu propice au développement de nouveaux projets et aux efforts d'investissement. Les crédits d'équipement s'inscrivent notamment en net recul (- 2,3 %), impactés par une baisse historique de l'effort d'équipement des entrepreneurs individuels (- 40,8 %).

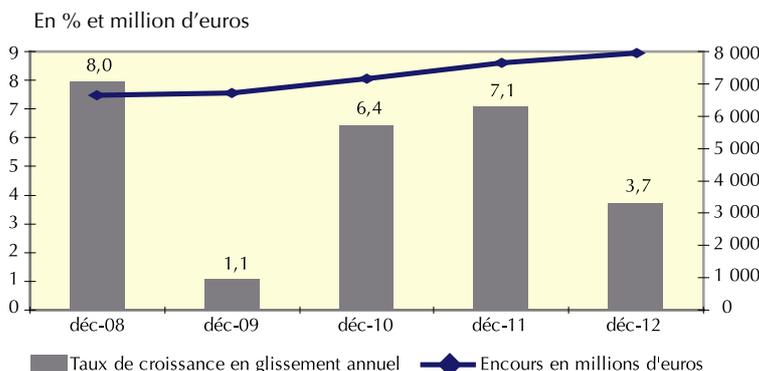
Le recours aux crédits d'exploitation continue de diminuer, mais à un rythme réduit (-3,1 % après - 6,9 % en 2011). L'ensemble des catégories de crédits de court terme s'inscrit en baisse, à l'exception des crédits de trésorerie, qui affichent leur première hausse (+ 5,4 %) depuis 2008.

Essoufflement des crédits aux ménages

Les financements consentis aux ménages montrent des signes d'essoufflement, mais restent bien orientés : l'encours croît de 4,9 % sur un an après une hausse de 6,5 % en 2011. La perte de vigueur observée concerne, comme en 2011, davantage le financement de la consommation que les crédits à l'habitat. La progression des crédits à la consommation est en effet atone (+ 0,5 % après + 4 % l'année précédente), en lien avec l'essoufflement de la consommation des ménages relevé en fin

Progression modérée des encours de crédit en 2012

Evolution des encours bancaires





d'année. En revanche, la croissance des crédits à l'habitat demeure soutenue (+ 7,1 % après + 7,9 % en 2011), favorisée comme au niveau national par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt. L'encours s'établit désormais à 2 milliards € et concentre 67,2 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens.

Ralentissement des crédits aux collectivités locales

Les crédits alloués aux collectivités locales s'inscrivent en net tassement : l'encours augmente de 2,2 % après une hausse de 7,9 % en 2011. Les crédits d'investissement, moteur de ce marché (95,6 % de l'ensemble), accusent un nouveau ralentissement (+ 2,5 % après + 5,7 % en 2011 et + 12,2 % en 2010). L'encours total est porté à hauteur de 85,3 % par les établissements de crédit locaux.

Légère hausse des créances douteuses

Après une diminution marquée en 2011 (-10 %), les encours douteux bruts progressent de 5,3 %, à 550 millions €. Le taux de créances douteuses brutes reste cependant stable, à 7,8 % (+ 0,1 point), à un niveau supérieur à celui relevé dans l'ensemble des DOM (+ 6,3 %). Cette évolution s'accompagne d'une augmentation de six points à fin décembre du taux de provisionnement, qui couvre 61,8 % des créances douteuses brutes.

Croissance dynamique des actifs financiers

En 2012, les actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe s'élèvent à 7,1 milliards d'euros. Leur évolution (+ 4,7 %), plus vive qu'en 2011 (+ 2,5 %) et similaire

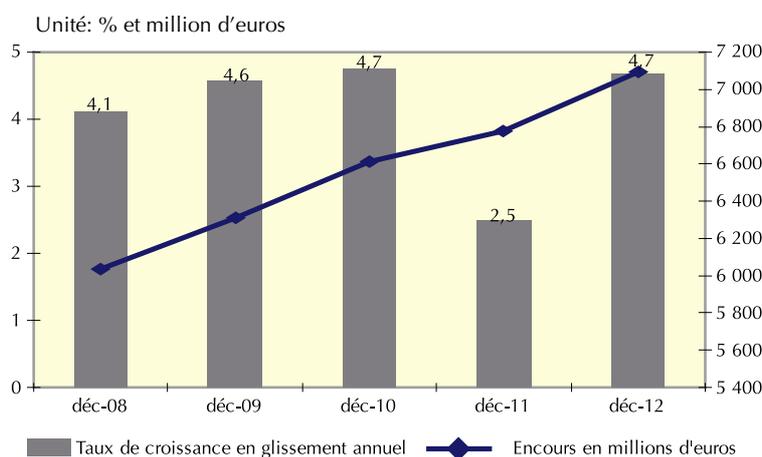
à celle de 2010, est supérieure à la croissance annuelle moyenne des quatre dernières années (+ 4 %).

Face aux incertitudes économiques, les agents adoptent un comportement de précaution se traduisant par un net rebond de leurs dépôts à vue (+ 4 % après + 0,3 % l'année précédente). Cette prudence est d'avantage perceptible chez les entreprises, dont l'encours croît de 5,7 %, que chez les ménages (+ 1,5 %).

Après un tassement marqué en 2011, l'épargne longue retrouve une croissance dynamique (+ 5,6 %) grâce à l'assurance-vie (+ 8,1 % après + 2,5 % en 2011), dans un contexte boursier plus favorable. La bonne orientation des marchés boursiers s'est également répercutée sur les encours de portefeuilles-titres (+ 9,9 % après - 5,3 % un an plus tôt). L'intérêt porté par la clientèle guadeloupéenne à ce type de produits demeure néanmoins relativement faible : ils représentent 10,2 % de l'épargne à long terme. L'assurance-vie demeure le premier produit d'épargne à long terme (62,3 % des actifs financiers).

En revanche, les placements liquides ou à court terme augmentent (+ 4,5 %) plus modérément qu'en 2011 en raison de la chute des placements indexés sur les taux de marché (- 0,8 %). Les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent toutefois leur plus forte hausse depuis fin 2009 (+ 7 %), portés par l'engouement des ménages pour les livrets A (+ 11,4 %) et les livrets de développement durable (+ 21,2 %), dont les plafonds ont été relevés en fin d'année.

Bonne orientation des actifs financiers en 2012 Evolution des actifs financiers



Source : Iedom

Sonia DANINTHE
Lorry HAJJAR
Iedom

Définitions

Encours de crédit brut : capital restant dû en fin de période
Créances douteuses : créances présentant un risque d'impayé ou un risque probable de non remboursement partiel ou total
Encours de crédit sain : encours de crédit brut – créances douteuses

Pour en savoir plus

Le Rapport Annuel Guadeloupe 2012 – Edition 2013 de l'Iedom et les notes trimestrielles Infos financières. Toutes les publications de l'Institut sont disponibles en ligne sur le site internet : www.iedom.fr



Une augmentation des prix identique au niveau national

En 2012, les prix à la consommation des ménages en Guadeloupe ont progressé de 1,9 %. L'inflation est inférieure à celle de l'année dernière (2,6 %), mais est plus forte qu'en Martinique ou en Guyane. Les services, l'alimentation et l'énergie contribuent fortement à la hausse des prix en Guadeloupe. L'inflation en Guadeloupe est proche de celle observée en France métropolitaine.

Forte contribution des services à la hausse des prix

Les services constituent le poste le plus important dans le budget des ménages (41 %). Par conséquent, sa contribution à la fluctuation des prix est majeure (0,7 point en 2012). Les prix des services progressent de 1,7 % (0,3 % en 2011) en raison d'une augmentation plus forte d'un groupe de services constitué principalement des soins personnels, de la protection sociale,

des assurances et des services financiers. En revanche, les loyers et services rattachés progressent moins vite que l'année dernière (1,4 % contre 2,3 % en 2011). Seuls les services de santé diminuent de 0,2 %.

Hausse importante des prix de l'alimentation

Après quatre années de relative stabilité, les prix des produits alimentaires s'orientent de nouveau à la hausse (+ 3,1 %). Troisième poste dans l'alimentation

Hausse contenue des produits pétroliers Indice des prix à la consommation de Guadeloupe

Regroupements	En indice et en %		Indice base 100 année 1998			Contributions à la hausse des prix en 2012
	Pondérations	Indices	Indices	Variation		
	2012	2011 moyen	2012 moyen	2011/2012		
Alimentation	1 853	127,6	131,5	3,1	0,6	
Produits Frais	378	123,2	127,7	3,7	0,1	
Alimentation hors produits frais	1 475	126,9	130,7	2,9	0,4	
Tabac	47	395,0	426,4	7,9	0,0	
Produits manufacturés	3 006	106,9	107,3	0,3	0,1	
Habillement et chaussures	497	90,9	89,2	-1,9	-0,1	
Produits de santé	231	91,7	90,0	-1,8	0,0	
Autres produits manufacturés	2 278	115,2	116,4	1,0	0,2	
Énergie	961	157,8	165,5	4,9	0,5	
Produits pétroliers	748	174,5	184,5	5,8	0,4	
Services	4 133	128,1	130,3	1,7	0,7	
Loyers et services rattachés (1)	813	134,0	135,9	1,4	0,1	
Services de santé	194	132,9	132,7	-0,2	0,0	
Transports et communications	756	115,5	116,0	0,5	0,0	
Autres services (2)	2 370	127,6	130,6	2,4	0,6	
Ensemble	10 000	125,6	128,0	1,9	1,9	

Source : Insee Dirag

[1] Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

[2] Les autres services regroupent : les soins personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...



des ménages, l'alimentation contribue pour 0,6 point à la hausse des prix à la consommation. En particulier les produits frais, fortement dépendants des conditions climatiques, progressent de 3,7 %. Les produits alimentaires non frais ont aussi connu une augmentation importante tout au long de l'année (+ 2,9 %).

Ralentissement des prix de l'énergie

Après deux années de forte hausse, les prix de l'énergie progressent beaucoup moins rapidement en

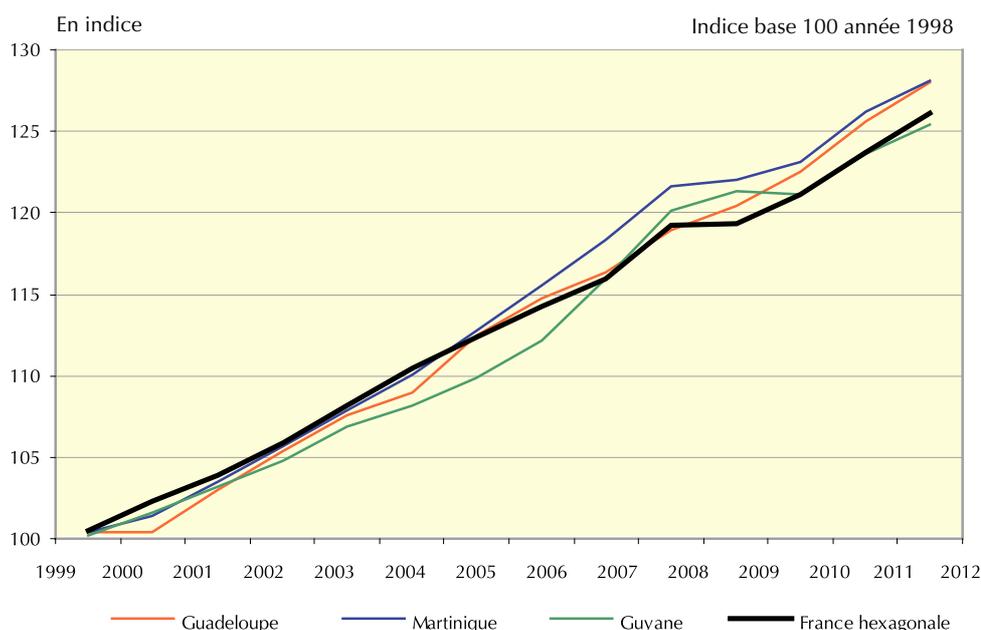
2012 (+ 4,9 %). Principale composante de l'énergie, les produits pétroliers ont connu une hausse limitée à 5,8 % en raison des baisses de prix intervenues au cours de l'année. La hausse des services et de l'alimentation conjuguée à l'augmentation modérée de l'énergie sont à l'origine de la faible contribution de l'énergie à l'inflation en 2012 : elle est passée de 70 % en 2011 à 26 % en 2012.

Le ralentissement de l'évolution des prix des produits manufacturés, constaté depuis quelques années, s'est poursuivi au cours de l'année 2012 (+ 0,3 %). La baisse des

prix du secteur de l'habillement et chaussures (- 1,9 %) et des produits de santé (- 1,8 %) en est la principale cause. Elle limite l'impact de la hausse des prix des autres produits manufacturés (+ 1,0 %).

Évelyne RAGOT

Une hausse des prix identique à celle de la France métropolitaine Evolution des prix entre 1999 et 2012 dans les DFA et en France métropolitaine



Source : Insee, Indice des prix à la consommation

Définitions

L'indice des prix à la consommation (IPC) :

instrument de mesure de l'inflation, il permet d'estimer la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel.

La variation moyenne annuelle :

variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année $n-1$. Elle diffère de l'évolution en glissement qui mesure l'évolution des prix entre le début et la fin de la période sans tenir compte des évolutions enregistrées durant l'année.



Chute des créations d'entreprises

En 2012, contrairement à la France métropolitaine, les créations d'entreprises chutent en Guadeloupe : 5 000 entreprises ont été créées, soit 10 % de moins que l'année précédente. Le secteur de l'information et de la communication enregistre la diminution la plus forte (- 22 %), suivi des activités immobilières (- 20 %). Deux créateurs d'entreprises sur cinq sont des auto-entrepreneurs. Néanmoins, le nombre de créations d'auto-entreprise a diminué pour la première fois depuis la création de ce statut. Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié.

Le statut de l'auto-entrepreneur dynamise plus la création d'entreprise

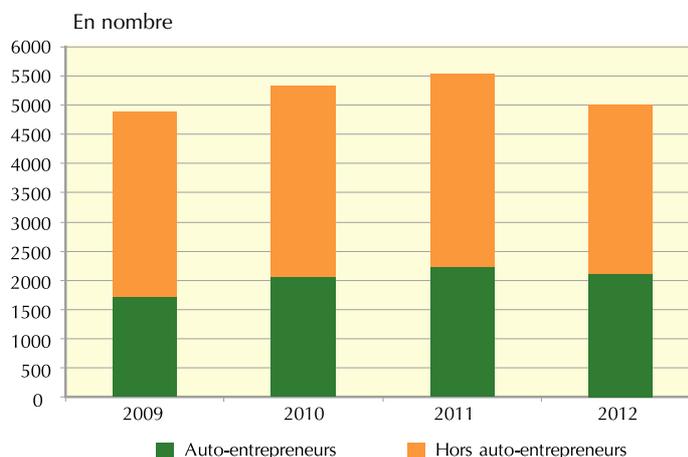
Avec 5 002 entreprises nouvelles en Guadeloupe en 2012, le nombre total de créations d'entreprises dans les secteurs marchands non agricoles chute de 10 %, par rapport à 2011. C'est la plus forte baisse constatée sur le territoire français, avec la Réunion. Dans la quasi-totalité des régions, le nombre de nouvelles entreprises évolue peu : entre - 2,5 % et + 3,5 %. En Guadeloupe, cette forte baisse s'explique surtout par une diminution des créations hors auto-en-

treprises (- 12,4 %). Par ailleurs, pour la première fois depuis la création de ce statut, le nombre d'auto-entrepreneurs diminue (- 5,8 %) alors qu'en France métropolitaine, il augmente (+ 5,0 %). En 2012, 42 % des nouvelles entreprises guadeloupéennes sont des auto-entreprises, contre 56 % en France métropolitaine.

En 2012, 27 % des entreprises créées sont des sociétés. Les sociétés à responsabilité limitée (SARL) restent majoritaires : avec 1 125 créations, elles représentent environ 80 % des nouvelles sociétés. Parallèlement, la part des sociétés par actions simplifiées (SAS) diminue (10 % après 14 % en 2011).

Première baisse du nombre de créations d'auto-entreprises depuis 2009

Évolution des créations d'entreprise en Guadeloupe en 2012



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Définitions

Auto-entrepreneur : Le régime de l'«auto-entrepreneur» s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.

Société A Responsabilité Limitée (SARL) : société groupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel et dont les pouvoirs (droits de vote, droits sur les bénéfices...) sont proportionnels à la part du capital détenu.



Une création d'entreprise sur cinq dans le commerce

En 2012, le secteur du commerce reste le premier gisement de créations dans l'économie de la Guadeloupe : avec 1 070 créations, il représente 21 % du renouvellement des entreprises guadeloupéennes. Un tiers de ces nouvelles unités sont sous le régime de l'auto-entrepreneur. Le soutien aux entreprises (activités juridiques, comptables, de gestion, de services administratifs, ...) demeure le deuxième secteur de créations d'entreprise : un créateur sur cinq y exerce son activité. Dans ce secteur, plus de la moitié (53 %) des 990 créateurs ont choisi le statut de l'auto-entrepreneur.

Dans les secteurs de l'information et la communication et des autres activités de services, les créateurs continuent de privilégier le statut d'auto-entrepreneur (respectivement 61 % et 65 % des créations dans ces secteurs).

Important repli dans le secteur de l'information et de la communication

C'est dans le secteur de l'information et la communication que le nombre de créations diminue le plus rapidement (- 22 %). Ce sont principalement les immatriculations d'entreprises individuelles qui chutent (- 25 %). Par ailleurs, le nombre de créations d'entreprises dans les activités immobilières baisse (- 20 %), après le net regain (+ 79 %) de 2011. Cette chute s'explique surtout par la diminution des créations de sociétés par actions simplifiées (SAS). Elles avaient fortement augmenté en 2011, notamment pour les activités de location de terrains et autres biens immobiliers. Le seul secteur où les créations d'entreprises progressent est celui des « Autres services aux ménages » (+ 3 %) : le nombre de créations de SARL et de professions libérales a augmenté dans les activités associatives et dans les activités de

soins et de beauté. Les créations dans le secteur de la construction restent stables.

La quasi-totalité des entreprises créées n'ont pas de salarié

Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Parmi les créations sans salarié, les entreprises hors auto-entrepreneurs sont majoritaires avec 55 %. En 2012, les 350 entreprises créées avec salariés emploient en moyenne 4,4 salariés. La construction et le commerce rassemblent respectivement 37 % et 18 % des 1 550 nouveaux emplois salariés. Une seule entreprise de plus de 20 salariés a été créée, contre cinq l'année passée.

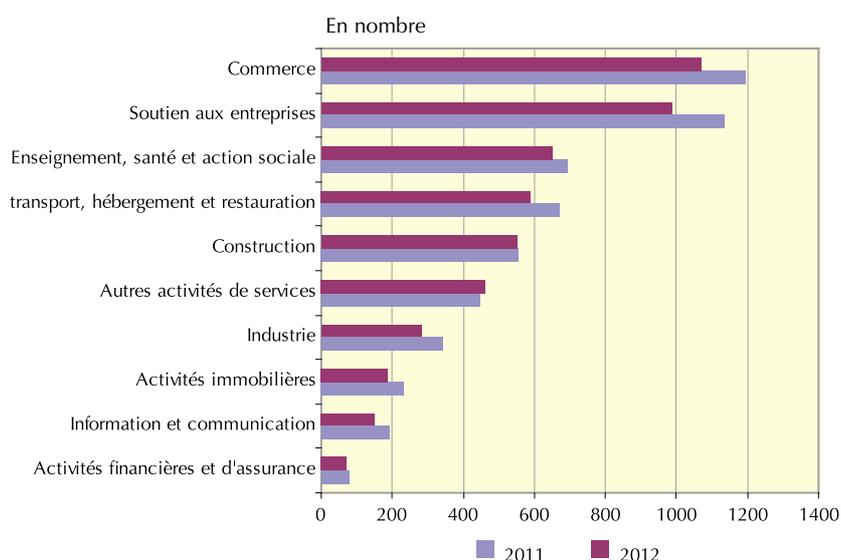
Un créateur sur quatre a moins de 30 ans

Un créateur sur quatre est âgé de moins de 30 ans. Proportionnellement, ils sont plus nombreux dans les activités financières et d'assurance (35 %), mais aussi dans les activités de soin et de beauté (34 %) et dans les activités récréatives et de spectacles (32 %). Dans chacun de ces secteurs, ils représentent environ un tiers des créateurs.

Dans les secteurs de la construction et l'enseignement, les disparités selon le sexe sont les plus marquées : 18 % des créateurs exercent une activité dans la construction, contre à peine 1 % des créatrices. L'enseignement, la santé humaine et l'action sociale regroupent 10 % des créateurs et 22 % des créatrices.

Baisse des créations d'entreprises dans tous les secteurs d'activité

Principaux secteurs de créations d'entreprise en Guadeloupe



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Cynthia DUCHEL

Champ

Dans l'industrie, les entreprises sans salarié relevant du secteur de la production d'électricité ont été exclues du champ car elles n'ont pas d'activité industrielle. La création de ces entreprises répond à une logique de commercialisation de la production électrique générée par des installations photovoltaïques.



Un début de récolte cannière précoce, mais des résultats décevants

En 2012, la campagne sucrière, perturbée par les mouvements sociaux qui ont suivi les négociations annuelles obligatoires, s'est révélée décevante. Néanmoins, la production de sucre est supérieure de 4 % à celle de 2011. Les exports de bananes progressent de 4 %. La production de viande porcine poursuit sa progression et permet de maintenir une production locale de viande fraîche supérieure à 3 000 tonnes (hors volaille et lapins).

*Canne à sucre :
une succession
de campagnes difficiles*

Pour la campagne 2012, la récolte de la canne à sucre a débuté le 4 février pour l'usine de Gardel au Moule et le 12 avril pour celle de Marie-Galante, avec une clôture au 30 juin. Les 700 000 tonnes prévues par les professionnels n'ont pas été réalisées, le tonnage récolté s'établissant à 585 000 tonnes, soit 16 % de moins que la prévision.

Le début de campagne précoce à Gardel et des conditions climatiques favorables au développement de la canne et à sa teneur en sucre ont été perturbés par des mouvements de grève conduisant à l'arrêt de l'usine pendant 5 semaines. La seconde partie de la campagne a été marquée par des épisodes pluvieux rendant plus difficiles la récolte et le maintien d'une bonne richesse saccharine.

Au final, le tonnage de cannes broyées par les deux usines est en baisse de 9 % par rapport à 2011. Il est également en recul de 14 %, en comparaison à la moyenne de la production de cannes des dix dernières années. Cependant, la richesse en sucre a été correcte avec un taux de

8,3 %. Elle est ainsi supérieure de 0,85 points à celle de la campagne 2011 qui avait été catastrophique. Cette richesse a permis de produire plus de sucre qu'en 2011 (+ 4 % de sucre), soit 53 499 tonnes, malgré un tonnage de canne inférieur. La production de mélasse a diminué de 6 %, soit 26 194 tonnes.

Rhum : augmentation des exportations

La production de rhum s'élève à 81 950 hectolitres d'alcool pur (HAP). Elle est en hausse de 8 % par rapport à 2011. Les ventes à l'exportation augmentent de 22 % alors que sur le marché local, les ventes baissent de 8 %.

Les chiffres clés de la filière canne

En tonnes		2012	2011
Canne à sucre			
Cannes broyées (tonne)			
	usines*	585 600	646 304
	distilleries*	73 059	76 319
Prix payés planteurs (euros/t)			
	part usines*	29,97	26,81
	part Etat*	24,95	23,48
	rémunération bagasse (Gardel)*	11,96	10,24
	distilleries*	66,08	57,33
Sucre produit (tonne)		53 499	51 280
Richesse en saccharine		8,33	7,48
Mélasse (tonne)		26 194	27 783
Rhum agricole et sucrerie (HAP)			
production*		81 950	75 656
marché local*		17 808	19 359
exportation*		63 613	50 362

* HAP : hectolitre d'alcool pur
Source : DAAF - Douanes



Banane : une campagne agitée, mais des volumes préservés

En 2012, les expéditions de bananes vers l'Union européenne atteignent 61 848 tonnes, soit une augmentation de 4 % par rapport à 2011. Elles ont même atteint un pic de 6 981 tonnes au mois d'octobre, soit 1 525 tonnes de plus qu'à cette même période en 2011. C'est la meilleure campagne d'expédition depuis 2005. Le développement en 2012 de la cercosporiose noire sur l'ensemble du territoire de la Guadeloupe n'a pas

encore affecté le volume de bananes exportées. La maladie est cependant présente et affecte les bananeraies ainsi que la qualité des bananes exportées, en favorisant le mûrissement des régimes pendant le transport. L'épandage a été suspendu durant plusieurs semaines et les conditions d'utilisation des produits ont été plus restrictives.

Le prix moyen « départ quai ou frontière » de la banane antillaise a atteint 0,71 €/kg en 2012 contre 0,64 €/kg en 2011. Les prix de la banane antillaise restent très proches de ceux de la banane en provenance d'Afrique. Durant la campagne, le cours de

la banane a atteint un maximum de 0,82 €/kg, restant à plus de 0,80 €/kg sur l'ensemble des mois de février, mars et avril 2012. Les prix ont ensuite décliné à l'approche de l'été pour atteindre 0,57 €/kg au mois de juillet. Les prix sont ensuite remontés à la fin de l'été pour se stabiliser à une valeur proche de 0,70 €/kg.

Élevage : Augmentation de la production de viande porcine

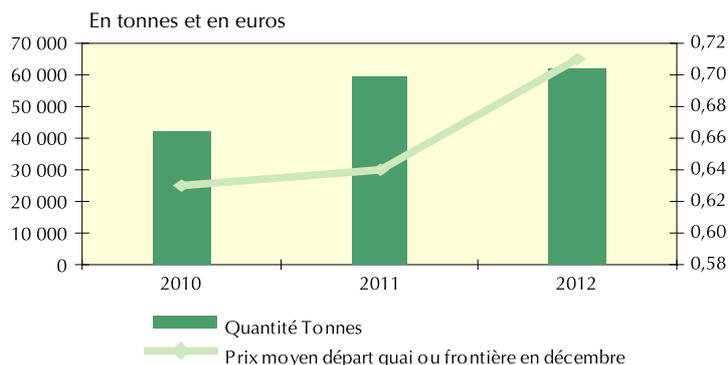
En 2012, la production de viande locale « en gros » animaux (bovins, porcins, caprins, ovins) en abattoirs agréés atteint plus de 3 000 tonnes, soit une baisse de 1,5% par rapport à 2011. Néanmoins, l'augmentation de 7 % de la production locale de viande porcine limite cette baisse. Près du tiers de la consommation de viande provenant de gros animaux vient de la production locale.

Le nombre de bovins abattus en abattoir s'élève à 7 778 têtes de bétail, représentant 1 787 tonnes, soit une diminution de 7 % en comparaison à 2011. Les tonnages importés restent stables (viande fraîche et congelée), et représentent désormais plus des deux tiers de la consommation locale (68 %).

Après une baisse de 19 tonnes de porcins abattus en 2011, les abattages progressent de 85 tonnes en 2012 pour s'établir à 1 292 tonnes, soit 7 % d'augmentation. Les importations de viande fraîche et congelée progressent de 14 % par rapport à 2011, augmentant au final de 1 % la part des importations dans la consommation locale qui s'établit à 68 %.

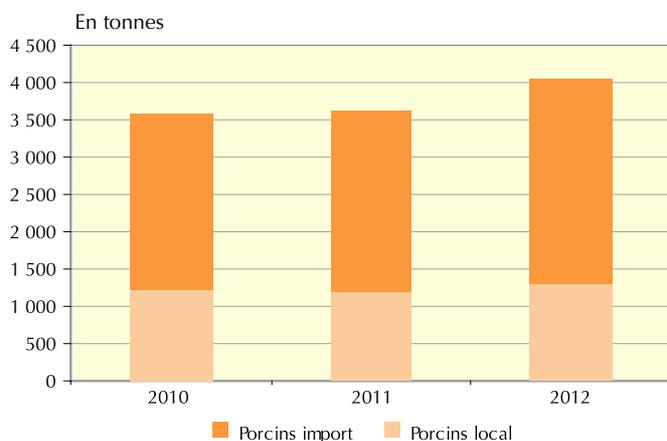
La viande la plus importée reste de loin celle des « poulets et coqs ». Environ 12 000 tonnes d'importation intègrent en 2012 le marché local, dont la quasi-totalité en produit congelé (plus de 95 %) soit une augmentation de 1 % par rapport à 2011.

Les exportations de banane progressent de 4 % Évolution des exportations de bananes



Source : Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIECCTE) - Interfel : Rubrique Produits et Marché

La production locale de viande porcine progresse de 7 % Évolution des importations et de la production de viande porcine



Source : DAAF - Douanes

Alexandre DUCROT
DAAF



La construction de logements neufs au creux de la vague

Après l'effondrement de la construction en 2011 (-17 %), la Guadeloupe n'a pas connu de rebond en 2012 : les autorisations de permis de construire sont presque au même niveau que l'an dernier, 3 660 autorisations, soit une timide hausse de 1 %.

La construction de logements individuels en attente d'un rebond

La construction de logements individuels est traditionnellement le moteur de la construction de logements neufs en Guadeloupe. Depuis 2002, elle représente 63 % de la construction de logements. En 2012, l'activité ne redémarre pas et reste au même niveau qu'en 2011 (année de fort décrochage, -17 %). Les ménages sont restés attentistes. Cette année, comme en 2011, le nombre de logements individuels autorisés est à peine supérieur à celui de l'année 2009 qui avait pourtant été marquée par sept semaines de grève.

Sur quatre des cinq dernières années, le nombre de logements individuels est demeuré proche des 2 300 logements. Seule l'année 2010 avait connu un sursaut avec 2 800 logements.

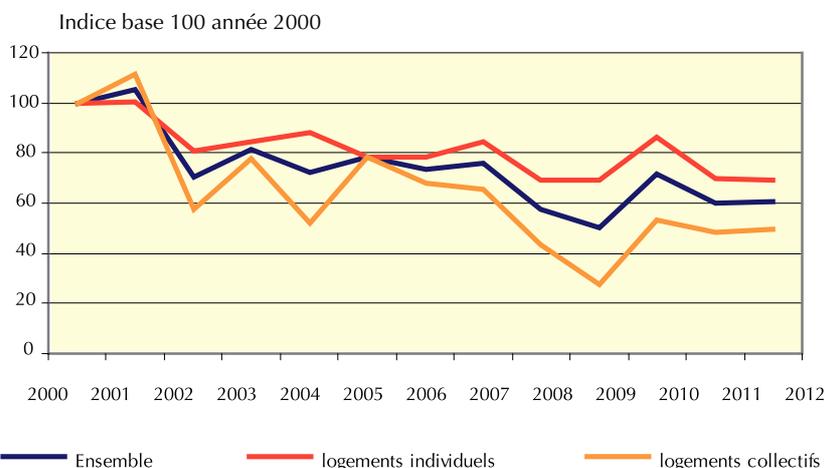
La construction de logements collectifs n'a pas pris le relais et ne peut donc assurer la relance de la création de logements (fluctuations plus importantes). Elle avait chuté à 1 180 logements en 2008, suivi d'un effondrement en 2009 et d'un rebond à 1 440 logements l'année suivante. En 2011 et 2012, les niveaux sont comparables avec respectivement 1 300 et 1 350 logements.

Baisse générale sauf pour l'agglomération pointoise et le Nord Basse-Terre

La plupart des bassins d'habitat enregistrent un très important recul de la construction de logements neufs entre 2011 et 2012, à l'exception de l'agglomération pointoise. Cette dernière a bénéficié d'une hausse de 89 % liée presque exclusivement au logement collectif. Il s'agit sans doute des premiers effets de la rénovation urbaine. Le Nord Basse-Terre a été relativement épargné par la morosité de l'activité (+2 %).

Pas de rebond dans la construction en 2012

Évolution du nombre de logements autorisés entre 2000 et 2012



Christophe RAFRAF



Sitadel2

Sitadel est la base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables. Ces données sont transmises chaque mois par les centres instructeurs des directions départementales de l'équipement et par les communes (ou groupements de communes) autonomes.

Autorisation de permis construire et impact économique

La construction est un secteur clé de l'économie guadeloupéenne et les autorisations de permis sont un des indicateurs de l'activité du secteur. Mais, il s'agit cependant plus d'un indicateur de l'activité future des entreprises. En effet, entre le dépôt du permis et le début des travaux, il existe un délai parfois important (Six fois sur dix les ouvertures de chantier ont eu lieu six mois ou plus après l'autorisation de permis).

Champ

Seules sont comptabilisées les autorisations de permis de construire pour les logements neufs ordinaires. Ils sont définis par opposition aux logements en résidence.

Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques (exemple : résidences pour personnes âgées).

Les données sont ici fournies en date réelle, c'est à dire en date de dépôt du permis. Elle s'oppose à la date de prise en compte administrative dans le fichier Sitadel.



Le transbordement dope le trafic portuaire

En raison d'une forte activité de transbordement, le trafic portuaire atteint des sommets en 2012 au Grand Port Maritime de la Guadeloupe. Cependant, hors transbordement, les trafics de marchandises et de conteneurs sont en baisse de 2,7 %. Par ailleurs, le trafic aérien est aussi en recul de 7%.

Résultat record pour 2012

Évolution annuelle du trafic de marchandises 2000-2012 en Guadeloupe



Source : GPMG

En 2012, le trafic portuaire de fret atteint 3 858 932 tonnes brutes pour les marchandises et 211 871 pour les conteneurs EVP¹, soit respectivement une augmentation de 12 % pour le fret de marchandises et 28 % pour les conteneurs. Pour ces deux indicateurs, il s'agit des meilleurs résultats historiques : jamais la barre des 3,8 millions de tonnes n'avait été franchie, de même que celle des 200 000 EVP.

Les importations représentent 64 % du trafic de marchandises, les exportations 11 % et le transbordement 25 %. En 2012, l'activité de transbordement a doublé et dépasse le

trafic à l'export pour la deuxième année consécutive. Les marchandises diverses conteneurisées constituent la masse principale du trafic (54 %). Viennent ensuite le vrac solide (25 %), le vrac liquide (16 %) et les marchandises diverses non conteneurisées (5 %).

Les trafics de vracs liquides et solides sont en baisse, (respectivement - 11 % et - 4 %), par rapport à 2011. Ces baisses témoignent d'un contexte économique difficile.

Le trafic de marchandises diverses est en augmentation de 31 %, essentiellement grâce au trafic de transbordement.

1) EVP : Equivalent Vingt Pieds. Il s'agit de l'unité internationale de mesure des conteneurs, équivalente à un conteneur de 20 pieds (en anglais : TEU Twenty Equivalent Unit).



Depuis quelques années, le transbordement constitue un enjeu majeur du trafic maritime mondial et notre place portuaire s'est positionnée depuis 2004 sur cette activité. Le transbordement atteint 970 877 tonnes de marchandises, soit une évolution annuelle de + 105 % en tonnage brut et + 83 % en nombre d'EVP. Ce fort développement s'explique par la mise en place de nouvelles lignes à partir d'avril 2012. Le site de Jarry concentre 95 % des échanges, les 5 % restants se répartissent uniformément entre Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Folle-Anse (Marie-Galante). Cette répartition demeure inchangée depuis quelques années.

Les principaux ports partenaires : la Martinique et la Colombie après la France métropolitaine

A l'importation, en tonnage, les ports de France métropolitaine (Le Havre, Nantes-Montoir, Dunkerque, Rouen,

Marseille) sont les principaux partenaires avec 26 % de l'ensemble des échanges. Suivent les ports de Martinique (10 %), de Colombie (10 %), de Sainte-Croix (7 %) et du Surinam (5 %).

Les échanges avec les ports de France métropolitaine sont relatifs à l'importation d'une grande part des marchandises de consommation courante. Pour les échanges avec les ports de Colombie (en particulier Santa-Marta), il s'agit de trafic de charbon. Les échanges avec la Martinique et Sainte-Croix sont liés aux trafics d'hydrocarbures et d'agrégats. Les échanges avec le Surinam concernent le riz, le bois ou encore la banane.

A l'exportation, en tonnage, les ports de France métropolitaine représentent 46 % des échanges. Il s'agit des exportations de banane (vers Dunkerque) et de sucre (vers Marseille) en particulier. Le trafic de sucre est resté stable entre 2011 et 2012. La destination de Fort-de-France représente 10 % du trafic à l'export (articles manufacturés, notamment).

L'évolution des flux de marchandises importées s'est inscrite à la baisse en 2012 par rapport à 2011 de 14,6 %. En revanche, les marchandises exportées ont été soutenues, la progression est de 9,9 %. Au total, les flux import et export se contractent de 6,7 % sur un an. Le trafic de fret aérien est marginal par rapport au trafic portuaire de marchandises (0,25 % pour les importations et 1 % pour les exportations).

Le Port Autonome de Guadeloupe (PAG) a été renommé Grand Port Maritime de la Guadeloupe (GPMG) à compter du 1er janvier 2013.

Olivier PIERROT
GPMG
Mathias BINI
CCI IG

Les importations de fret aérien chutent de 15 %

Évolution du fret aérien entre 2011 et 2012

En tonnes et %

	2011	2012	évolution 2012/2011
Import+Transit	7 649	6 531	-14,6
Export+Transit	3 658	4 019	9,9
Total	11 307	10 550	-6,7

Source : CCI des Iles de Guadeloupe



2012, des résultats en demi-teinte dans le transport aérien

Après l'embellie du transport aérien, l'année 2012 affiche des résultats en demi-teinte. Avec 1 925 000 passagers transportés, le trafic de passagers se contracte de 1 % par rapport à 2011. La desserte Guadeloupe à partir de l'aéroport Charles de Gaulle n'a pas atteint les objectifs fixés pour 2012. En revanche, le trafic de transport maritime de passagers est en nette augmentation.

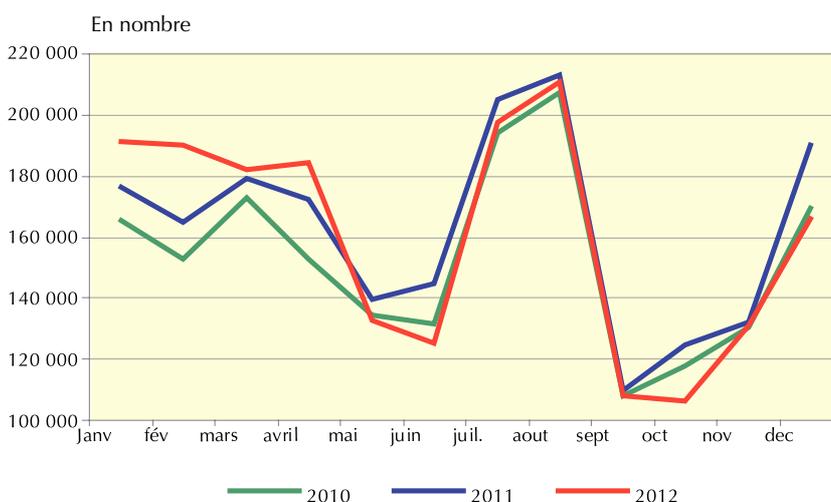
80 % de part de marché pour la France hexagonale et les DFA¹

L'évolution du trafic par réseau montre que la France hexagonale et les Départements français d'Amérique représentent 80 % du trafic aérien de passagers hors transit. En effet, en 2012, 1 925 053 passagers ont été transportés sur le réseau France hexagonale, ce qui représente une baisse de 1,3 % par rapport à 2011. C'est la première ligne de desserte avec 59 % de part de marché. Sur le réseau Guadeloupe - DFA, 403 354 passagers ont été transportés, soit 21 % de part de marché.

Plus particulièrement, sur la desserte Martinique, le nombre de passagers est resté stable par rapport à 2011. En revanche, sur la desserte Guyane, la fréquentation s'est contractée de 4,5 %. La contribution de la desserte domestique (Marie-Galante, Iles du Nord) reste appréciable, 176 236 passagers transportés, soit 9 % de part de marché. Avec 116 237 passagers transportés, la desserte du réseau Caraïbe enregistre la plus forte baisse du trafic (- 14 %). Dans ce contexte de baisse du trafic, les réseaux Amérique du Nord et Europe affichent des taux de croissance en hausse respective de 7,9 % et 29 %. Toutefois, elles ne représentent chacune que 2 % de part de marché.

Un trafic de passagers en baisse de 1 %

Évolution du trafic de passagers aérien



Source : CCI des Iles de Guadeloupe

(1) DFA: Départements Français d'Amérique



Paris, Fort-de-France et Grand-Case, destinations phares

Paris, Fort-de-France, Saint-Martin/Grand-Case, Cayenne sont dans l'ordre décroissant les quatre premières destinations desservies par la Guadeloupe, soit 90 % du trafic global, dont 60 % sur Paris. Trois compagnies se partagent le trafic : Air France détient un peu plus du tiers du marché (36 %), Air Caraïbes (34 %) et Corsair (15 %). Air Antilles Express, principalement positionnée sur le réseau régional, représente 11 % du marché, un chiffre quasi-stable par rapport à l'année passée.

Une concurrence bénéfique pour la clientèle

En décembre 2012, la compagnie XL Airways dessert la Guadeloupe au départ de Roissy Charles de Gaulle à raison de trois rotations hebdomadaires par Airbus A 330. Cette compagnie, dont le positionnement concurrentiel est largement basé sur le « low cost », propose un prix d'appel qui devrait séduire un segment de clientèle à faible pouvoir d'achat à l'instar des étudiants, familles nombreuses ou personnes âgées.

Le trafic global de passagers favorisé par la croisière

En 2012, 900 000 passagers ont transité par les installations du Grand Port Maritime de la Guadeloupe. L'augmentation annuelle atteint 12 %. Tous les types de trafic sont en augmentation, à l'exception de la croisière de transit. La saison de croisière 2011-2012 (novembre 2011 – avril 2012), est

la meilleure des cinq dernières années. Le trafic de croisière est en constante évolution et l'augmentation annuelle a été de 55 % en nombre de passagers et de navires. Deux navires de grande taille de la Compagnie « Costa Crociere », étaient basés chaque semaine, soit près de 10 000 passagers par semaine pour ces deux navires. Depuis la fin 2012, les compagnies « Royal Caribbean » (n°2 mondial) et « MSC Crociere » escalent chaque semaine à Pointe-à-Pitre. Les premiers résultats et les réserva-

tions pour les saisons 2012-2013 et 2013-2014 tendent à confirmer le renouveau de l'activité croisière où des investissements conséquents sont réalisés (inauguration d'un nouveau hall croisière en novembre 2012).

Mathias BINI
CCI IG
Olivier PIERROT
GPMG

La destination Caraïbe et Sud Amérique chute de 13,5 %

Évolution du trafic passager par réseau

En nombre et en %

	2 011	2012	Evolution 2012/2011	Part de marché 2012	Part de marché 2011
Réseau domestique	176 887	176 236	-0,4	9,2	9,1
Martinique - Guyane	422 364	403 354	-4,5	21,0	21,6
Caraïbes + Sud Amérique	134 389	116 237	-13,5	6,0	6,9
Amérique du Nord	39 711	42 883	8,0	2,2	2,0
France Hexagone	1 144 370	1 142 642	-0,2	59,4	58,6
Europe	33 656	43 701	29,8	2,3	1,7
Total	1 951 377	1 925 053	-1,3	100,0	100,0

Source : CCI des Îles de Guadeloupe

Le nombre de passagers transportés par croisière basée progressent de 68 %

Transport maritime de passagers selon le type en 2012

En nombre et en %

	Passagers transportés	Évolution 2011-2012
Croisière	158 288	55
dont croisière basée	142 453	68
dont croisière de transit	15 835	-10
Archipel (Marie-Galante, les Saintes)	618 690	4
Inter-îles (Martinique, Dominique, Sainte-Lucie)	123 219	14
TOTAL	900 197	12

Source : Port Autonome de la Guadeloupe



Baisse du marché de l'automobile

En 2012, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 6 % en Guadeloupe. C'est le plus faible volume de transactions enregistrées depuis 2000. Cette baisse des immatriculations témoigne de la crise du secteur de l'automobile. Seules, les cylindrées de 9 CV et plus échappent à cette morosité, avec une hausse atteignant 17 %. En 2012, les véhicules diesel représentent 56 % du marché de l'automobile, en stabilité par rapport à 2011.

En 2012, les immatriculations de véhicules neufs baissent de 6 % par rapport à 2011. Cette baisse est toutefois moindre qu'en Martinique (- 11 %). Avec 15 410 immatriculations en 2012, les ventes de véhicules neufs atteignent leur plus bas niveau depuis dix ans. Ce recul concerne essentiellement les voitures particulières et commerciales (4 % de moins qu'en 2011) alors qu'elles représentent 85 % du marché. Par rapport à 2007 qui constitue le pic des meilleures ventes sur les dix dernières années, la baisse atteint 15 %, soit 2 400 véhicules de moins. Les petites et moyennes cylindrées (1 à 8 CV) sont les plus touchées par cette baisse. En effet, alors qu'elles représentent 88 % du parc des immatriculations automobiles neuves, les ventes ont chuté de 6 % par rapport à 2011. Paradoxalement, en dépit du malus écologique instauré en

2008 et du renchérissement continu du prix des produits pétroliers, les ventes de cylindrées élevées (9 CV et plus) sont en hausse de 17 %. C'est la troisième année consécutive de hausse pour ce type de cylindrée qui représente 12 % des immatriculations neuves.

Alors qu'en 2011, les ventes de camionnettes et camions contribuaient à la stabilité du marché de l'automobile, en 2012, elles sont en nette régression (- 14 %). Ce type de véhicule représente 15 % du marché.

En 2012, l'attrait pour les véhicules fonctionnant au diesel représentent 56 % du marché de l'automobile.

Lors de l'achat d'une voiture particulière, les consommateurs affichent clairement leur préférence pour les marques étrangères. En 2012, 63 % d'entre eux ont fait ce choix, soit sept points de plus qu'en 2007.

Philippe MOUTY

Forte baisse pour les cylindrées de 7 et 8 CV Les voitures neuves en Guadeloupe selon la cylindrée et le type de carburant en 2012

En nombre et en %

	Essence	Gazole	Total	Évolution 2012/2011
Moins de 7 CV	4 990	5 138	10 128	-5,0
7 à moins 9 CV	553	835	1 388	-15,1
9 à moins 12 CV	148	1 031	1 179	18,1
12 CV et plus	60	385	445	12,7
Total	5 751	7 389	13 140	-4,0

Source : Fichier Central des Automobiles

Les marques étrangères gagnent des parts de marché Immatriculations des véhicules neufs en Guadeloupe

En nombre et en %

	2010	2011	2012
Voitures particulières et commerciales	13 456	13 686	13 140
dont marques étrangères	57	60	63
dont diesel	58	57	56
Motocycles, Tricycles, quadricycles à moteur	897	759	784
dont marques étrangères			97
Motocycles, Cyclomoteurs, Tricycles, quadricycles à moteur	nc	1 945	1 765
Voiturettes	62	72	83
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	2 441	2 621	2 256
dont marques étrangères	50	47	53
Tracteurs routiers	21	10	8
Tracteurs agricoles	72	61	52
Cars et autobus	44	34	13
Remorques et semi remorques	109	95	120
dont PTAC >= 6000 tonnes	36	30	20
Total*	15 941	16 341	15 409

* hors motocycles, tracteurs, remorques lourdes et semi-remorques

Source : Fichier Central des Automobiles



L'activité hôtelière marque le pas en 2012

En 2012, l'hôtellerie homologuée de Guadeloupe résiste à une conjoncture morose. La fréquentation diminue légèrement, de même que le volume des flux aériens. Les créations d'entreprises liées au tourisme ralentissent.

Après deux années successives d'amélioration de l'activité, la fréquentation hôtelière en Guadeloupe se replie en 2012. L'activité se contracte légèrement, les visiteurs sont plus nombreux qu'en 2010 sans rejoindre cependant le niveau de 2011. L'affluence de la très haute saison touristique (janvier à mars) compense difficilement le déficit de clientèle sur le reste de l'année, particulièrement en basse saison. Si le taux d'occupation des chambres atteint 76 % en février, il n'est plus que de 35 % en septembre.

Les hôteliers poursuivent l'ajustement de l'offre à la demande, particulièrement en période de moindre affluence. Au final, le nombre de chambres offertes sur l'année diminue légèrement (-1 % soit 10 000 chambres-jours) participant ainsi au maintien du niveau du taux d'occupation. Comparé à l'année précédente, le taux d'occupation est stable en 2012 (58 %) alors que le nombre de chambres occupées est en baisse de 2 %. Le nombre de clients accueillis diminue de 4 %. La durée moyenne de séjour est stable (3,4 jours) limitant la baisse du nombre de nuitées à 2,6 %.

Évolution des nuitées hôtelières dans l'hôtellerie homologuée de Guadeloupe



Source : DGCIS-Insee, enquête fréquentation hôtelière



En 2012, 630 entreprises ont été créées dans les secteurs d'activité liés au tourisme en Guadeloupe. Un quart des nouveaux chefs d'entreprises ont opté pour le statut d'auto-entrepreneurs. Comme l'hôtellerie, les autres secteurs sont impactés par une conjoncture difficile et les créations d'entreprises reculent de 8 % par rapport à 2011.

En 2012, la restauration est le gisement de créations le plus important des activités touristiques ; la moitié des nouvelles entreprises ont été créées dans ce secteur. Les trois quarts des nouveaux établissements choisissent la restauration rapide. Cette activité est peu gourmande en investissement et dans le contexte économique actuel, cette branche offre de très bonnes perspectives. En effet, une clientèle de plus en plus nombreuse est à la recherche d'une offre de restauration économique.

Le secteur du transport rassemble un quart des créations d'entreprises dans le domaine touristique, en particulier dans la location de voitures et les taxis. L'hébergement (majoritairement des gîtes et meublés) représente 14 % des créations. Malgré les difficultés rencontrées depuis plusieurs années, les secteurs d'activité liés au tourisme résistent. Depuis 2009, le nombre d'entreprises du secteur touristique progresse de 5,4 % par an.

Martine CAMUS

Répartition des entreprises créées dans le tourisme entre 2010 et 2012

En nombre

	2010	2011	2012
Hébergements	60	81	87
Restaurants et cafés	417	398	314
Transports	129	104	141
Activités culturelles, récréatives et sportives	73	82	64
Autres activités touristiques	21	16	20
Total	700	681	626

Source : Insee, Répertoire Entreprises Etablissements

Répartition du stock d'entreprises du tourisme par secteur entre 2010 et 2012 (au 1er janvier de l'année)

En nombre

	2010	2011	2012
Hébergements	555	599	620
Restaurants et cafés	2 189	2 333	2 360
Transports	886	966	1 006
Activités culturelles, récréatives et sportives	239	280	304
Autres activités touristiques	73	85	97
Total	3 942	4 263	4 387

Source : Insee, Répertoire Entreprises Etablissements

L'activité ralentit aussi dans les Iles du Nord

Après l'embellie de 2011, l'activité hôtelière ralentit aussi à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. L'offre en chambres se réduit et malgré une clientèle moins nombreuse (- 3 %), le taux d'occupation est stable : comme en 2011, 47 % des chambres ont été occupées. Le séjour moyen se raccourcit et le volume des nuitées diminue de 7 %.



Davantage de demandeurs d'emploi en 2012

En 2012, le nombre d'inscrits à Pôle emploi en Guadeloupe reste globalement très élevé, rapporté à la population. L'ensemble des demandeurs d'emploi en fin de mois atteint 65 650 inscrits toutes catégories confondues (ABCDE). En catégorie A, ce nombre augmente de 4 % en 2012 pour atteindre 55 200 demandes, soit 84 % de la demande d'emploi. Les femmes sont surreprésentées, tout comme les demandeurs d'emploi de longue durée .

Au 31 décembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 55 200 en données brutes en Guadeloupe, hors Îles du Nord. Il augmente de 4 % (2 300 inscrits supplémentaires) par rapport à l'année 2011. L'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi (ABCDE) atteint 65 650 demandeurs dans l'archipel guadeloupéen (+ 2 800 sur un an).

84 % des demandes en catégorie A

La majorité des demandes d'emploi relève de la catégorie A. Cette catégorie représente 84 % des demandes d'emploi en 2012, soit six points de moins qu'en 2002. Dans

le même temps, les autres demandes d'emploi (catégorie BCDE) ont fortement progressé.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé de façon occasionnelle (catégories B et C) a augmenté de façon nette sur dix ans. Ils sont 6 850 en 2012, soit 10 % des demandes. Ces deux catégories de demandeurs connaissent une croissance très forte sur longue période (+ 3,5 points).

Les autres catégories de demandes d'emploi (catégories D et E) représentent 5,5 % des demandes et ont également progressé (3 % des demandes en 2002).

Les femmes sont surreprésentées

En 2012, les femmes sont toujours surreprésentées même si leur part est quasi stable en 2012 (57,5 %, - 0,1 point). La proportion de femmes a ainsi reculé très légèrement depuis le début de la crise (59,4 % en 2008) sous l'afflux important de demandeurs masculins.

Le nombre de seniors inscrits à Pôle emploi connaît une montée ininterrompue depuis de nombreuses années. Mais depuis début 2008, ce nombre augmente très rapidement. Les demandes d'emploi des seniors ont ainsi doublé en cinq ans. La part des seniors est passée dans le même temps de 12 % à 21,5 % des demandes d'emploi de catégorie A. Plusieurs raisons expliquent cette évolution ; le vieillissement de la population active, la suppression des mesures d'âge, ainsi que l'allongement des durées de cotisation pour prétendre à retraite.

Les demandeurs d'emploi en catégories A et ABC plus nombreux à Pôle emploi

Demandeurs d'emploi en CVS en catégories A et ABC à pôle emploi en Guadeloupe hors Îles du Nord



Source : Dares Nostra, Pôle emploi



Emploi-Chômage

Les demandes de longue durée concernent plus d'un demandeur sur deux

En 2012, la demande d'emploi d'un an ou plus reste relativement stable. Elle représente 55 % des demandes d'emploi. (30 300 demandes en catégorie A). Quel que soit le public considéré (femmes, jeunes, seniors), les demandeurs de longue durée (un an ou plus) sont toujours largement surreprésentés dans la demande d'emploi comparative-ment à la France métropolitaine. C'est également le cas des 50 ans et plus (7 demandeurs sur 10).

Le niveau de formation des demandeurs en hausse

Depuis 2002, le niveau de formation des inscrits à Pôle emploi a fortement progressé, à l'image du niveau de formation de l'ensemble de la population. En 2012, les demandeurs peu formés (niveau Vbis et VI) représentent 31 % des demandeurs d'emploi en catégorie A, soit huit points de moins qu'en 2002. Durant cette période, la part des demandeurs d'emploi, de niveaux baccalauréat et au-delà, a progressé de neuf points pour atteindre 30 % en 2012.

Montée régulière de la DEFM « employé »

En 2012, 80 % des demandes adressées à Pôle emploi concernent un poste d'employé, qualifié ou non (74 % dix ans plus tôt), dont un sur deux d'employé non qualifié. À contrario, la demande pour un poste d'ouvrier (qualifié ou non) et de manœuvre diminue relativement (16 % en 2012 contre 22 % en 2002). La demande en tant que technicien-agent de maîtrise (TAM) reste minoritaire (3 %). La demande pour un poste de cadre est restée contenue autour de 2 %.

55 % des demandes sont de longue durée (données brutes)

Demandeurs d'emploi en catégorie A selon la tranche d'âge et le niveau de formation en Guadeloupe (hors Îles du Nord)

En nombre et en %

	au 31/12	Evolution 2012/2011	Part des femmes	Part des DELD 1 an et +	Part des niveaux de formation I à III	Part des niveaux de formation Vbis et VI
Moins de 25 ans	7 521	4,7	52,0	27,9	10,8	11,3
De 25 à 49 ans	35 847	1,1	59,6	55,5	13,3	27,3
50 ans et plus	11 848	15,0	54,0	70,1	4,8	55,8
Ensemble	55 216	4,3	57,4	54,9	11,1	31,2

Source : Dares Nostra, Pôle emploi

Définitions

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Charly DARMALINGON
Roman JANIK
DIECCTE Guadeloupe

Les Îles-du-Nord

En 2012, 4 350 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A dans les Îles-du-Nord (4 060 à Saint-Martin et 290 à Saint-Barthélemy).

À Saint-Martin, l'augmentation est de 7 % par rapport à 2011 (350 inscrits supplémentaires). Les femmes représentent une part importante de la demande d'emploi (61 %). La hausse du nombre de femmes est de 6,1% (+ 8,3% pour les hommes). La demande d'emploi de longue durée est, par contre, nettement moins fréquente dans les Îles-du-Nord qu'en Guadeloupe (33 % contre 55 %). A Saint-Martin, ils représentent 37 % des demandes. Les faibles niveaux de formation (niveaux Vbis et VI) sont très présents à Saint-Martin (43 %) soit 12 points de plus que la Guadeloupe (31 %). Toutes catégories confondues (ABCDE), la demande d'emploi s'élève à 4 570 à Saint-Martin et augmente de 7 % sur un an.



Baisse de l'emploi salarié

Le climat économique difficile au niveau national et international en 2012 n'a pas permis de redresser la situation de l'emploi en Guadeloupe. Le chômage reste à un niveau élevé (22,9 %). L'emploi recule de 1,8 % et concerne tous les secteurs d'activité. Les jeunes restent particulièrement concernés par le chômage.

En 2012, l'emploi salarié guadeloupéen est en repli par rapport à 2011. Le contexte économique dégradé, avec en particulier une croissance nationale en panne, la crise de la zone Euro qui se poursuit et les restrictions budgétaires accrues, contribuent à ce recul. En effet, les entreprises restreignent leurs investissements, avec pour incidence des pertes de postes inégales selon les secteurs.

L'emploi recule de 1,8 %

En 2012, 126 000 personnes occupent un emploi en Guadeloupe, soit une baisse de 1,8 % par rapport à 2011. Cette diminution concerne les emplois temporaires et particulièrement les contrats aidés dont le nombre a chuté de 600 par rapport

à 2011. Par ailleurs, les emplois stables reculent aussi de 1 300 postes. En revanche, face à la dégradation du marché de l'emploi, 1 400 personnes ont créé leur entreprise pour créer leur emploi.

Le taux d'emploi est de 48,5 % proche de son niveau de 2011 (48,7 %). La Guadeloupe reste donc éloignée de l'objectif européen de Lisbonne, fixé à 70 % en 2010.

Une baisse de l'emploi qui touche tous les secteurs d'activités

L'activité régionale guadeloupéenne en 2012 est affectée par une baisse de l'emploi salarié par rapport à 2011. La crise de la zone euro couplée à une croissance atone et à une baisse des investissements, impactent négativement le secteur marchand concurrentiel et les services. Les gros secteurs pourvoyeurs d'emploi ne parviennent pas à en générer de nouveaux. Par rapport à 2011, le secteur du commerce recule de 3% et celui des autres activités de services de 8%. L'activité industrielle est en repli, tout comme la construction qui souffre du ralentissement des appels d'offre liés aux travaux publics et à la diminution des chantiers individuels. Ces déficits se sont principalement accentués au second semestre de l'année 2012. Les domaines du transport, de l'hébergement et de la restauration, des activités financières et d'assurance, ou encore des activités spécialisées, scientifiques et techniques sont en repli mais de façon moins prononcée.

En 2012, la population active de la Guadeloupe compte 161 800 personnes âgées de 15 à 64 ans. Cette population se démarque par un taux d'activité des femmes en légère progression qui reste cependant en dessous du taux des hommes, respectivement 60,7 % et 66,0 %. Les 50 ans ou plus sont plus nombreux sur le marché du travail que l'an passé. Ils sont 52 800, soit une hausse de 3 700 individus. Leur taux d'activité s'élève à 36,2 %, soit 0,2 point de plus qu'en 2011. Le taux d'activité des 25-49 ans gagne lui 0,1 point, malgré une baisse de 5 300 actifs et s'établit maintenant à 82,3 %. Enfin, le nombre d'actifs de 15-24 ans recule (10 300 personnes) et leur taux d'activité perd un point à 19,5 %.

Un actif occupé sur six à temps partiel

La dégradation du marché du travail s'accompagne d'une hausse du chômage, touchant l'ensemble des classes d'âge, particulièrement les femmes et les jeunes. Le temps partiel progresse, il est plus souvent subi que voulu, et concerne la plupart du temps les femmes et les seniors.

Parmi les actifs occupés, 16 % exercent une activité à temps partiel. Cette forme d'emploi concerne particulièrement les femmes : six emplois à temps partiel sur dix sont occupés par des femmes. Les seniors aussi sont de plus en plus concernés par le temps partiel (1200 individus de plus qu'en 2011).

(1) Les autres activités de services sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.



Progression du chômage chez les jeunes

En 2012, les chômeurs représentent 23 % de la population active, soit 37 500 personnes, un chiffre relativement stable par rapport à 2011. Près de six chômeurs sur dix sont des femmes, soit 21 589 personnes.

Le taux de chômage atteint 57,6 % chez les jeunes de moins de 25 ans, soit 4,7 points de plus qu'en 2011. Dans cette tranche d'âge, l'écart s'accroît entre les hommes et les femmes et passe de 8,4 points en 2011 à 13,9 points en 2012. Parallèlement, l'effectif des seniors au chômage progresse et compte 6 600 personnes en 2012.

Le diplôme constitue un rempart pour se protéger du chômage : le taux de chômage demeure étroitement lié au niveau de formation. Ainsi, le taux de chômage des actifs sans diplôme et peu diplômés (32,4 %) est trois fois plus élevé que

celui des BAC+2 (11,5 %). Pour les moins de 30 ans sans diplôme, ce chiffre s'élève à 62,9 %. Quel que soit le niveau de diplôme, les femmes sont plus souvent au chômage que les hommes.

Halo

En 2012, 17 500 Guadeloupéens de 15 à 64 ans constituent le halo autour du chômage. Ce dernier représente 6,8 % de la population en âge de travailler. Ces personnes, sans emploi et souhaitant travailler, sont considérées comme inactives² au sens du BIT.

Les personnes âgées de 25 à 49 ans et les femmes sont particulièrement exposées, six personnes sur dix dans le halo se trouvent dans cette tranche d'âge.

Six personnes sur dix dans le halo sont des femmes. Près de 46,2 % des personnes du halo sont peu ou pas diplômés alors que 5,1 % sont titulaires d'un diplôme au moins

équivalent au bac + 2. La majorité des personnes du halo autour du chômage ne recherchent pas un emploi pour diverses raisons. Par exemple les « découragées » disponibles, représentent 13,3 % des personnes constituant le halo. La situation économique les freine ou ils pensent qu'ils sont trop jeunes ou trop vieux pour travailler. Les « empêchées » bien que disponibles, ne peuvent pas faire de recherche à cause de leurs problèmes (santé, familiales ou personnels). D'autres personnes du halo ne font aucune démarche car elles attendent des résultats (concours, entretien, test...). Dans le halo, 14 % des personnes recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines.

Joëlle NACITAS
Guy MYSTILLE

L'emploi salarié baisse, mais les rémunérations continuent de progresser en Guadeloupe

Évolution des effectifs et de la masse salariale par secteur en Guadeloupe

En nombre et %	Evolution effectif moyen 2011/2012	Evolution masse salariale 2011/2012
Agriculture, sylviculture et pêche	1,5	9,3
Industries	-3,8	3,5
Construction	-4,2	3,9
Commerce	-3,3	1,8
Transport	-2,3	4,6
Hébergement et restauration	-4,8	2,3
Information et communication	1,0	4,7
Activités financières et assurance	-1,4	2,3
Activités immobilières	0,7	4,9
Activités spécialisées et activités de services	-1,3	3,5
Administration publique, santé humaine et action sociale	1,3	4,4
Autres activités de services	-8,1	-0,8
Total	-1,2	3,7

Source : Insee, base Epure

(2) Soit parce qu'elles ne sont pas disponibles dans les deux semaines, soit qu'elles ne recherchent pas activement un emploi.



Le nombre de bénéficiaires du RSA progresse sensiblement

Fin 2012, 111 400 personnes perçoivent des allocations en Guadeloupe, soit une progression de 0,6 % par rapport à 2011. Cette hausse est essentiellement imputable au nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui a fortement augmenté (+ 8 %).

Au 31 décembre 2012, 111 400 allocataires ont perçu au moins une prestation, soit une progression annuelle de + 0,6 %. Ce sont 266 500 personnes qui sont ainsi couvertes par les prestations légales. Les personnes isolées, composées principalement par des femmes célibataires (39 %) et des hommes célibataires (17 %), représentent la majeure partie (72 %) des allocataires de la Caisse des Allocations Familiales (CAF).

Les allocataires seniors (50 ans et plus) ont le plus progressé, en particulier les 60 ans et plus (+ 8 %) qui représentent 5 900 allocataires. Parmi ces derniers, neuf sur dix bénéficient de l'allocation de logement social (ALS).

45,7 % des allocataires ne perçoivent qu'une seule prestation. Parmi eux, un tiers perçoit uniquement le Revenu de Solidarité Active-droit commun et un quart bénéficie des allocations familiales seules.

Les prestations augmentent de 4 %

En 2012, la CAF a versé plus de 722 millions d'euros de prestations (familiales, logement et minima sociaux) pour son compte propre, mais aussi pour le compte de l'État et de certaines collectivités dont le Conseil Général et les deux COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Ce montant, en hausse constante depuis 2004, progresse de 4 % en 2012. Les prestations liées à la solidarité (précarité et handicap) constituent la part la plus importante des versements (47 %), 32 % des dépenses de prestations concernent la famille et 21 % concernent le logement.

Signe d'une précarité accrue, les dépenses liées à la précarité augmentent de 22 millions d'euros, soit + 7 % par rapport à 2011. Les dépenses de logement sont supérieures en 2012 de 2,4 millions d'euros (soit + 1,6 %). En revanche, contrairement à 2011 où les dépenses relatives à la naissance régressaient de 2,5 millions d'euros (- 1 %), elles progressent de plus de 4,7 millions en 2012 (+ 2 %).

Progression du nombre d'allocataires du RSA

Les allocataires du RSA sont répartis selon trois composantes, ce sont ainsi 39 442 foyers qui bénéficient du RSA socle seul, 2 593 du RSA socle + activité et 4 140 du RSA activité seul.

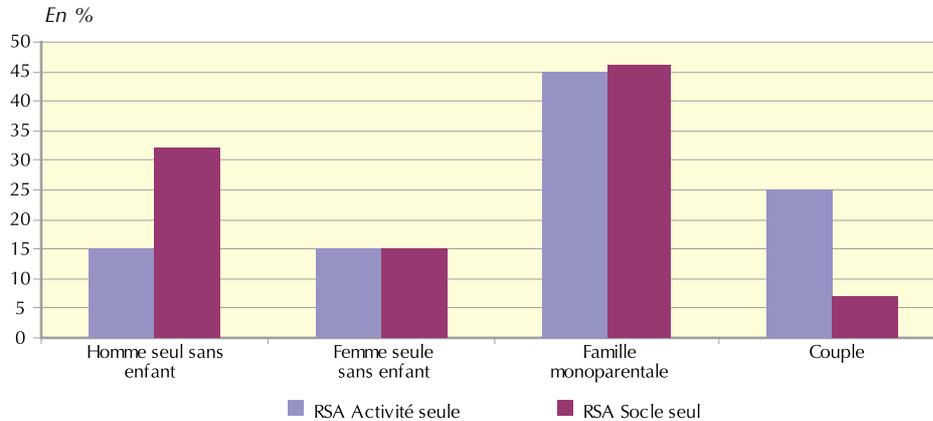
En fin d'année 2012, 46 000 allocataires ont perçu le RSA, soit une augmentation de 8 % par rapport à 2011. Cette évolution masque des disparités selon le type de RSA perçu : elle est plus marquée pour les bénéficiaires du RSA activité seul (+ 24%) et du RSA socle + activité (+ 20 %), que pour les bénéficiaires du RSA socle seulement (+ 6%).

En ajoutant les ayants droit, la prestation couvre au total plus de 96 000 personnes. Pour près de la moitié, les foyers bénéficiaires du RSA activité seul ou socle seul sont des familles monoparentales (45 %). Les couples représentent un quart des bénéficiaires du RSA activité seul, tandis que les hommes seuls pèsent pour un tiers des bénéficiaires du RSA socle seul. Au mois de décembre 2012, les bénéficiaires du RSA socle et du RSA activité ont perçu, en moyenne, respectivement 432 euros et 179 euros.

Nathalie BÉHARY
CAF Guadeloupe



Près de la moitié des foyers bénéficiaires du RSA sont des familles monoparentales Répartition des bénéficiaires du RSA selon le type de RSA et la structure familiale du ménage



Source : CAF de Guadeloupe

Les allocataires du RSA augmentent de 8 % Nombre d'allocataires bénéficiaires de prestations de la Caf de Guadeloupe

En nombre et en %

	Nombre		Évolution
	2011	2012	2012/2011
Nombre d'allocataires	110 696	111 395	0,6
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	15 030	14 604	-2,8
Prime naissance ou adoption	336	340	1,2
Allocation de base	14 334	13 861	-3,3
Complément Libre Choix d'Activité (y compris COLCA)	1 055	975	-7,6
Complément Mode de Garde	1 236	1 409	14,0
Prestations d'entretien	65 662	65 157	-0,8
Allocations familiales	62 767	62 243	-0,8
Complément familial	7 344	7 047	-4,0
Allocation de soutien familial	24 899	24 804	-0,4
Allocation de rentrée scolaire (noyau dur)	39 238	38 931	-0,8
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	1 893	2 129	12,5
Allocation journalière de présence parentale	nc	nc	
Complément AJPP	nc	nc	
Logement	43 624	43 546	-0,2
Allocation de logement familiale	26 930	26 761	-0,6
Allocation de logement social	16 694	16 785	0,5
Revenu garanti et compléments	53 935	57 089	5,8
Revenu Solidarité Active - droit commun (généralisé et jeune)	42 873	46 175	7,7
- dont Revenu Solidarité Active - avec majoration isolement	6 897	6 854	-0,6
- dont Revenu Solidarité Active - sans majoration isolement	35 976	39 321	9,3
Allocation adultes handicapés	8 248	8 360	1,4
Complément AAH (ancien complément, MVA, GRPH)	648	675	4,2
Revenu de Solidarité (DOM)	2 806	2 565	-8,6

*La majoration concerne le parent isolé : célibataire, divorcé(e), séparé(e) ou veuf(ve) avec des enfants à charge ou enceinte.
Lecture : un allocataire de la CAF peut bénéficier de plusieurs types d'allocations. Pour cette raison, les totaux ne correspondent pas à la somme des lignes qui les composent.

Source : CAF de Guadeloupe



Très faible croissance démographique

Au 1er janvier 2012, 404 000 personnes vivent en Guadeloupe. La croissance démographique continue de ralentir. La Guadeloupe fait face à un vieillissement de sa population.

Au 1er janvier 2012, 403 980 personnes résident en Guadeloupe, soit seulement 400 personnes de plus qu'au 1er janvier 2011. Depuis une décennie, la population s'accroît à un rythme de + 0,27 % par an. Ce rythme, deux fois moins élevé qu'en France métropolitaine (+ 0,6 % par an) ne cesse de ralentir. Entre 1992 et 2002, le taux de croissance annuel était de + 1 % ; aujourd'hui, la croissance démographique est atone. Le solde naturel, pourtant largement positif ne suffit plus à compenser le solde migratoire qui pèse négativement sur l'évolution de la population. Les départs de plus en plus massifs des jeunes adultes freinent la croissance de la population.

Toujours plus de personnes âgées

La Guadeloupe demeure encore un peu plus jeune que la France métropolitaine. Cette situation peut évoluer, car la Guadeloupe connaît un vieillissement de sa population. L'âge médian a augmenté

de 11 ans depuis 1992, passant de 27 ans à 38 ans en 2012. Il témoigne du vieillissement rapide de la population. Sur la même période, en France métropolitaine, il a augmenté plus modérément passant de 34 ans à 39 ans.

Depuis 1990, le vieillissement de la population se traduit également par une constante augmentation de la part des plus de 65 ans ; elle a doublé entre 1992 et 2012, passant de 7,4 % en 1992 à 14,6 % en 2012. Dans un même temps, la part des moins de 20 ans diminue. En 2012, 28,5 % des Guadeloupéens ont moins de 20 ans ; ils étaient 32 % en 2002.

L'âge moyen des mères à la maternité atteint 30 ans

En 2012, le nombre de naissances domiciliées est estimé à 5 027, soit 357 bébés de moins qu'en 2011. L'indice conjoncturel de fécondité se maintient depuis 2010. Avec 2,2 enfants par femme, la Guadeloupe reste une des régions françaises les plus dynamiques en termes de fécondité, derrière la Guyane (3,4) et la Réunion (2,4).

L'âge moyen des femmes à la maternité a passé la barre symbolique des 30 ans. Il rejoint le niveau national de 30,2 ans et reste supérieur à l'âge moyen à la maternité dans les DOM (28,9 ans).

La Guadeloupe est la région française enregistrant le plus grand nombre d'interruptions volontaires de grossesses (IVG) pour 1 000 femmes.

La part des plus de 65 ans a doublé en 20 ans

Evolution de la structure de la population

En nombre et en %	1992	2002	2012 (p)
Structure population			
0-19 ans	32,3	32,0	28,5
20-64 ans	48,8	56,9	56,8
65 ans et plus	7,4	11,1	14,6
Indice de vieillissement	0,2	0,3	0,5
Age médian	27	33	38

(p) résultats provisoires à fin 2012

Sources: Insee, estimations de population



Démographie

En 2010, 4 388 IVG ont été pratiquées et 5 342 naissances ont été enregistrées, ce qui donne un ratio IVG/naissances de 0,8 (0,3 en France métropolitaine). Le nombre d'IVG pour 1 000 femmes mineures est de 31, soit 20 de plus qu'au niveau national.

L'espérance de vie des hommes croît fortement

En 2012, 2 952 décès domiciliés ont été enregistrés, soit 117 de plus qu'en 2011. En 2011, le taux de

mortalité infantile augmente par rapport à 2010. Avec 7,9 décès d'enfants de moins de un an pour 1 000 naissances vivantes en 2011, le taux de mortalité infantile est quasiment deux fois plus élevé que le taux national (3,4).

Un garçon né en 2010 a une espérance de vie à la naissance de 77 ans, soit 1,2 an de plus qu'un garçon né en 2009. Cette nette hausse de l'espérance de vie ne se retrouve pas chez les femmes. L'espérance de vie d'une fille née en 2010 en Guadeloupe est de 83,5 ans, soit

0,4 ans de plus qu'en 2009. L'écart entre les hommes et les femmes se resserre. Depuis le début des années 2000, la progression de l'espérance de vie a été de 2,4 ans pour les hommes contre 1,9 ans pour les femmes. En comparaison avec le niveau national, l'espérance de vie est inférieure de 1,5 ans pour les hommes et les femmes.

Barbara GRAGNIC

En 2012, la population Guadeloupéenne stagne Les indicateurs démographiques

En nombre et en ‰

Année	Population au 1er janvier	Naissances	Décès	Indicateur conjoncturel de fécondité	Ratio IVG/naissance
2006	400 736	6 228	2 763	2,3	0,74
2007	400 584	6 053	2 655	2,3	0,75
2008	401 784	5 758	2 786	2,2	0,74
2009	401 554	5 487	2 857	2,1	0,73
2010	403 355	5 342	2 965	2,1	0,82
2011	403 578 (p)	5 384	2 835	2,2	nd
2012	403 980 (p)	5 027	2 952	nc	nd

(p) : provisoire

Source: Insee, estimations de population, statistiques d'état civil et DREES

Définitions

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive qui connaîtrait tout au long de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Indicateur conjoncturel de fécondité : somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

Indice de vieillissement : rapport de la population des 60 ans et plus à celle des moins de 20 ans. Un indice autour de 100 indique que les 60 ans ou plus et les moins de 20 ans sont présents dans à peu près les mêmes proportions sur le territoire. Plus l'indice est faible, plus le rapport est favorable aux jeunes, plus il est élevé, plus il est favorable aux personnes âgées.

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours d'une période.

Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne sur la même période

Taux de mortalité : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période.

Taux de mortalité infantile : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants.

RÉDACTION

Directeur de la publication : Georges-Marie GRENIER

COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef : Béatrice CELESTE

Chef de projet : Ali Benhaddouche

Membres : Émilie Charles-Euphrosine, Nicolas Prud'homme, Fabien Breuilh, Jean-Éric Place, Sylvia Urgan, N'Ouara Yahou-Dauvier, Benoît Hurpeau, Marcelle Jeanne-Rose, Cynthia Duchel

MAQUETTE INSEE

Nadia LUCE

Typhenn RÉCULARD

Patrick LAPIERRE DE MÉLINVILLE

DIRAG :

41, rue Bébien
97158 Pointe-à-Pitre
Cedex

Tél. 05.90.21.47.00

www.insee.fr/guadeloupe

S.R. GUADELOUPE :

Cité Guillard
34, chemin des Bougainvilliers
B.P. 96
97102 Basse-Terre
Cedex

Tél. 05.90.99.36.70

www.insee.fr/guadeloupe

S.R. MARTINIQUE :

Centre Delgrès
Les Hauts de Dillon
B.P. 641
97262 Fort-de-France
Cedex

Tél. 05.96.60.73.60

www.insee.fr/martinique

S.R. GUYANE :

Avenue Pasteur
B.P. 6017
97306 Cayenne Cedex

Tél. 05.94.29.73.02

www.insee.fr/guyane

Bilan économique 2012 en Guadeloupe

L'économie guadeloupéenne au ralenti

La dégradation de l'environnement économique se poursuit en 2012. Échanges commerciaux, trafic de marchandises, logement, emplois salariés, nombre de créations d'entreprise : la plupart des indicateurs sont à la baisse. L'inflation ralentit.

La revue économique des Antilles-Guyane

ISSN: 0987-4216

